



CENTRE AGRO-ENTREPRISE
Mali Sustainable Economic Growth

**COMMERCIALISATION DES ALIMENTS COMPOSES POUR LE BETAIL
ET LA VOLAILLE AU BURKINA FASO, EN COTE D'IVOIRE
ET AU SENEGAL**
Contract No. 624-C-00-98-00012-00

Remis à :
U.S. AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT

Par :
CHEMONICS INTERNATIONAL INC.
1133 20th Street NW **Rue 124, Porte 310, Korofina Nord**
Washington, DC 20036 **BP 34, Bamako, Mali**

De :
Daniel JUGE
Consultant

Février 2001

Résumé

Le troupeau bovin des 3 pays visités totalise 9 millions de têtes dont la moitié au Burkina Faso, le tiers au Sénégal et à peine 15% en Côte d'Ivoire, bien que ce dernier pays compte la population la plus nombreuse. Les écarts sont encore plus remarquables quand on considère les petits ruminants dont le cheptel estimé à 25 millions de têtes est burkinabé à 58%, sénégalais à 32% et ivoirien à moins de 10%.

Conformément à la cartographie rapide proposée ci-avant, le Burkina est logiquement exportateur, principalement de bétail sur pied, la Côte d'Ivoire importe massivement, tandis que le Sénégal, au demeurant faible consommateur de viande (10 kg/hab./an ; mais gros consommateur de poisson), est à peu près autosuffisant. Le bétail burkinabé et malien migre naturellement vers les abattoirs ivoiriens. A priori, la Côte d'Ivoire connaît un déficit structurel. Les conditions climatiques au sud, la zone la plus peuplée, sont notoirement défavorables à l'élevage des bovins.

Le Sénégal et le Burkina sont de gros producteurs de lait (de 160 à 200.000 t./an) mais la collecte est partout difficile. Les 3 pays importent pour combler le déficit et pourvoir la demande des populations citadines (40.000t. Eq.lait au Burkina Faso ; 150.000t. Eq.lait en Côte d'Ivoire et environ 100.000t. Eq.lait au Sénégal). Les importations de produits laitiers sont principalement réalisées depuis l'Europe. Elles sont indicatives du potentiel de développement pour les productions laitières nationales respectives. L'intensification de la production laitière et notamment celle des élevages laitiers péri-urbains, aiguise naturellement la préoccupation pour une alimentation équilibrée.

De fait, les élevages laitiers péri-urbains et l'embouche des ruminants sont probablement des créneaux prometteurs pour les fabricants d'aliments composés, mais en tout état de cause, la demande est pour l'heure encore assez incertaine. En vérité, les éleveurs utilisent préférentiellement les fourrages de toute nature et les sous-produits des agro-industries, tant et si bien que la demande en aliments composés pour les ruminants est totalement nulle en Côte d'Ivoire et à peine balbutiante au Burkina Faso. En revanche, la demande est tout à fait tangible au Sénégal, mais c'est surtout une demande saisonnière/ponctuelle, principalement axée vers les aliments d'entretien, grossiers et pas chers. Les conditions climatiques (semi-arides, disponibilités mesurées) et commerciales (marché structuré, fiscalité banalisée) expliquent sans doute la singularité du Sénégal par rapport au Burkina Faso et à la Côte d'Ivoire.

Tout compte fait, la principale demande structurée et régulière est celle des élevages avicoles modernes. Ce secteur est particulièrement important chez les ivoiriens qui mettent près de 8 à 10 millions de poussins en élevage chaque année dont le quart pour la ponte soit un volume d'aliments de l'ordre de 120.000 t./an en l'an 2000. L'élevage avicole sénégalais est à moitié moins important avec 4,7 millions de poussins mis en élevage dont 750.000 pour la ponte. Le total des aliments consommés est estimé à 55.000 t./an. Le cheptel Burkinabé est beaucoup plus modeste avec 250.000 têtes essentiellement pondeuses et poulettes consommant un total évalué à 10.000 tonnes/an.

Les professionnels des 3 pays visités pronostiquent des taux de croissance de l'ordre de 6 à 10%. La demande d'œufs est sans doute plus soutenue, tandis que la compétitivité des viandes de volailles est parfois menacée (i) par les importations et notamment les cuisses de poulet

origine USA à 600 FCFA/kg (sous-produit des fast food) et (ii) par les productions de l'élevage traditionnel. Le cheptel traditionnel est important partout et de l'ordre de 20 millions de têtes au Burkina Faso (et le célèbre poulet bicyclette), à peine plus en Côte d'Ivoire, tandis que le Sénégal annonce tout juste 14 millions de têtes.

Au Burkina Faso, l'offre d'aliments composés vise exclusivement l'alimentation des volailles. Elle est le fait d'une vingtaine de petits ateliers de type artisanal installés à la ferme. Le plus important produit moins de 1.500 t./an dont la moitié pour son propre élevage tandis que le reste est commercialisé. Les éleveurs bovins achètent les sous-produits des huileries (env. 50.000 t. de tourteaux), de la minoterie, des sucreries et brasseries et accessoirement les concentrés importés ou fabriqués localement par quelques officines vétérinaires.

De même en Côte d'Ivoire, la production d'aliments composés est principalement destinée aux volailles. En l'espace de 2 ou 3 décennies, 2 industriels (SIPRA et FACI) ont contribué à créer une filière fortement intégrée, bien structurée et puissante. Ils pourvoient environ 50% de la demande (env. 120.000 t./an) en aliments composés, soit 60 à 70.000 t./an. Par ailleurs 3 élevages industriels produisent ensemble encore 25% (30.000 t./an). Le reste est fourni par divers petits ateliers de type industriel (ALCI) ou artisanal (ateliers à la ferme notamment). La société FACI propose aussi à son catalogue des gammes lapins et poissons mais les tonnages sont faibles. Les éleveurs bovins, au demeurant relativement peu nombreux dans le sud du pays, ne sollicitent pas du tout les fabricants d'aliments. Ils pratiquent beaucoup l'ensilage et achètent les sous-produits des agro-industries dont les surplus sont exportés (tourteaux coton, palmiste, son de blé, mélasse, etc.).

La situation au Sénégal est singulière en ce sens qu'un fabricant important (GMD) produit exclusivement pour les ruminants de l'ordre de 60 à 70.000t./an dont 10 à 15.000t./an sont exportées vers la Mauritanie. L'objectif initial était de valoriser les issues de meunerie des GMD (écrasements 200.000t./an) et la mélasse de la sucrerie de Richard Toll, puis les formulations ont été affinées sous la conduite des instituts consultés (INDR/Thiès et ISRA/Dakar), jusqu'à inclure des intrants azotés et des CMV, mais le souci du prix de revient restait malgré tout déterminant (vente HT 80 à 82 FCFA/kg). Les Moulins Sentenac et un nouvel opérateur (NMA) proposent aussi une gamme bovin et laitière, globalement plus performante en terme nutritionnel mais sensiblement plus chère (vente HT 90 à 110 FCFA/kg). L'offre en aliments composés pour les ruminants en général avoisine sans doute 90 à 95.000 t./an.

Les 2 derniers opérateurs cités (Sentenac et NMA) fabriquent aussi des aliments pour les volailles (respectivement 20.000 t./an et 5-6.000t./an) concurremment avec de nombreux autres fabricants dont SEDIMA (15.000t./an), SODAVI (1.500t./an), CAM (1.500t./an), SENDIS (1.200t./an) et les ateliers de type artisanal installés dans les fermes (estimation 15.000t./an). La production totale aliments composés pour les volailles avoisine 55 à 60.000 t./an.

Les disponibilités en fourrages, céréales et sous-produits des agro-industries au Sénégal sont mesurées voire inexistantes ou contraintes. Le déficit céréalier (800.000t./an) du Sénégal est impressionnant. Le maïs jaune importé (20 à 25.000t./an) pour l'alimentation des volailles et du bétail (cheval) revient à 125-130 FCFA/kg à Dakar. Les issues des 3 minoteries sénégalaises (env. 50.000t./an) plus 10 à 12.000t./an de son importé, sont incorporées sur site, privant les éleveurs d'un sous-produit avantageux. Quant aux tourteaux d'arachide (150 à 200.000t./an), ils sont écoulés localement et à l'international par SONACOS selon un système

de vente à terme qui contribue à hiérarchiser la commercialisation en faveur des opérateurs industriels.

Comparativement les prix des aliments composés pour la volaille sont plutôt plus chers au Sénégal (180 à 210 FCFA/kg respectivement pour “ponte” et “chair”comprenant 10% de TVA), tandis qu'en Côte d'Ivoire les prix sont de 160 à 180 FCFA/kg pour une qualité équivalente. Le prix de revient des aliments de qualité similaire est également de cet ordre chez les éleveurs burkinabés.

En tout état de cause, les fabricants sénégalais et ivoiriens ne sont pas réellement armés pour mener la compétition sur les marchés burkinabé et maliens. Le constat n'est pas étonnant : la fabrication des aliments composés est une industrie à faible valeur ajoutée (15 à 17% tout au plus) qui manipule des produits pondéraux fortement handicapés par le coût des transports. Par ailleurs, les maïs et les tourteaux de coton (environ les $\frac{3}{4}$ des incorporations) sont meilleurs marchés et/ou de meilleures qualités au Burkina et au Mali par rapport au Sénégal et à la Côte d'Ivoire.

En fait, les fabricants sénégalais et ivoiriens bénéficient sur place d'une forte demande citadine (toutes productions animales) exigeante avec pouvoir d'achat tandis que la demande à Bamako et Ouagadougou est à l'image d'une population moins nombreuse et plutôt désargentée.

En ce qui concerne la quête d'un éventuel partenaire pour le projet malien, les cibles sélectionnées en fonction de critères objectifs sont au nombre de 5 dont 2 en Côte d'Ivoire et 3 au Sénégal. Les critères de sélection s'énumèrent naturellement :

- (i) des entreprises/entrepreneurs montrant des compétences évidentes concernant la fabrication des aliments composés d'abord et en alimentation animale en général ;
- (ii) des entreprises/entrepreneurs ayant su créer un environnement de qualité (firmes service, laboratoire, recherche et développement, logistique, achats);
- (iii) des entreprises/entrepreneurs affichant une surface financière de bon aloi (c'est à dire: d'apparence saine ; l'auteur n'a pas eu accès aux comptes mais rapporte simplement une réputation);
- (iv) et si possible des entreprises/entrepreneurs ayant une renommée internationale ou en tous cas une autorité reconnue qui impose une hiérarchie naturelle susceptible de simplifier les rapports avec un éventuel partenaire malien.

Les éventuels candidats ivoiriens : SIPRA et FACI, sont en fait des filiales des “firmes service” et respectivement de Guyomarch (France) et Versele Laga (Belgique). Il est probable que le cas échéant ces “firmes service” reprendraient à leurs comptes l'étude d'un éventuel investissement au Mali. Les éventuels candidats sénégalais : GMD, Moulins Sentenac et NMA sont quant à eux indépendants. Le premier : GMD offre l'expérience d'une pénétration réussie du marché des aliments composés pour les bovins mais cet investisseur est présupposé peu motivé par une réalisation au Mali. Les Moulins Sentenac (lesquels travaillent en collaboration avec Guyomarch) et la société NMA (laquelle travaille en collaboration avec Glon Sanders) sont sans doute plus enthousiastes mais ils doivent encore confirmer leur détermination.

SECTION I

L'alimentation animale au Burkina Faso

1.1 La demande en aliments pour le bétail et la volaille

La situation de l'alimentation animale au Burkina Faso ressemble beaucoup à celle qui est connue au Mali. "L'aviculture industrielle" est le seul sous-secteur clairement structuré. En vérité, l'aviculture moderne burkinabé est encore balbutiante: les poussins 1 jour (pas de couvoir) sont tous importés de France et/ou Côte d'Ivoire (prix de revient moyen à Ouagadougou ou Bobo-Dioulasso : 600 Fcfa/unité chair et 750 Fcfa/unité ponte) ; la taille des élevages est faible (les plus importants rassemblent 35.000 têtes); l'aliment composé est fabriqué de manière très artisanale. Les aviculteurs sont principalement producteurs d'œufs (effectifs cheptel de l'ordre de 250.000 têtes), et, selon le directeur technique de la "Maison de l'Aviculture": Dr. Yéyé, pratiquement tous adhérents de l'association (laquelle fédère en fait 197 membres regroupés en 3 collèges : moins de 1000 têtes - de 1000 à 4000 têtes - plus de 4000 têtes). Quelques éleveurs tentent l'élevage des poulets de chairs, mais ils ne sont pas vraiment compétitifs (1.750 à 1.900 Fcfa/pièce de 1 à 1,2 kg) face à l'élevage traditionnel (21,7 millions de têtes en 1999) et le célèbre "poulet bicyclette" (1200 Fcfa la pièce de 0,8 à 1 kg).

A ce titre, et rapportant les propos des responsables consultés à l'UEMOA, il est intéressant de noter que le gouvernement burkinabé, un peu à contrario de ce que font les pays voisins qui parient davantage pour les élevages modernes, montre un soutien tout à fait remarquable vis à vis du secteur de l'élevage traditionnel en faveur duquel il engage résolument actions et programmes pour la prévention, la formation, les vaccinations (péri-pneumonie, charbon, pasteurel, rage, maladie de newcastle), la lutte contre les parasitoses (bovins, petits ruminants, ânes, volailles), et autres traitements (traitements trypanocides curatifs, etc.).

Il existe un petit secteur porc (610.000 têtes), mais la demande en aliments est difficile à évaluer et au demeurant elle est présumée faible parce que l'élevage est encore essentiellement traditionnel. Il en est de même pour les secteurs bovins (4,7 millions de têtes) et ovins/caprins (cumul : 15 millions de têtes). Certes, la consommation citadine en viande rouge suscite sans doute l'intensification des méthodes d'embouche, notamment aux environs des principales villes Ouagadougou et Bobo Dioulasso et également pour les bêtes destinées à l'export (les importateurs ivoiriens notamment sont de plus en plus exigeants) mais les effectifs ne sont pas répertoriés et les volumes d'aliments composés susceptibles d'être consommés sont malgré tout présumés faibles en toutes hypothèses. Les élevages laitiers péri-urbains ne sont pas non plus formellement organisés, mais en revanche nos interlocuteurs (UEMOA, DPIA, laiteries, Tidjane Barry, M. Moustapha Kondet) pronostiquent une relative expansion de la production lait à court terme, tirée par une demande soutenue et confortée par une compétitivité accrue en partie liée à une meilleure alimentation, si bien que le secteur pourrait bientôt se classer au deuxième rang derrière l'aviculture en terme de promesse pour les industries de l'alimentation animale.

Les données de l'INSP (Institut National des Statistiques) font état de 7.600 t. de produits laitiers importés en 1999 (équivalent lait 40.500 tonnes) dont 90% en lait concentré et lait en poudre. D'évidence, ces importations sont principalement destinées à la consommation

citadine. La production nationale 1999 fut de l'ordre de 167.000 t., principalement du lait de vache (et 3.931 t. pour les caprins) dont à peu près 20% (34 millions de litres) est estimé commercialiser, principalement via les circuits traditionnels. Une vingtaine de mini-laiterie opère ici et là au Burkina (quelques dizaines de litres/jour) et témoignent de l'engouement des privés pour le créneau. Deux projets, l'un gouvernemental : celui de Faso-Kossam à Bobo (capacité annoncée : 1 000 litres de capacité journalière), l'autre conduit par une ONG : celle de CISIN à Ouagadougou (capacité estimée : 4.000 l./jour) pilotent peu ou prou le mouvement engagé. Chacun des deux projets collecte un volume de plusieurs centaines de litres/jours (400 à 800 l./j. suivant saison annoncée à Bobo-Dioulasso, tandis que l'unité de Ouagadougou devrait connaître une activité 2 à 3 fois supérieures selon des sources non autorisées), mais de nombreux problèmes subsistent néanmoins, qui concernent la collecte, la chaîne de froid inexistante et plus simplement l'impossibilité d'avaler les pics de production en saison des pluies tout à la fois par manque de débouchés (fabrication et conservation des fromages mal maîtrisées) et parce que la distribution des produits frais est désorganisée : les routes sont inondées bloquant sur place les charretiers qui par ailleurs s'abritent tout naturellement pendant la pluie, etc.

Les importations viandes au Burkina sont faibles et sont de l'ordre de 4.000 tonnes en 1999, dont 20% de viande volaille (et 70% de viandes non dénommées = autres) et auxquelles il convient d'ajouter 3.957t. de préparations et conserves de viande nomenclaturées par ailleurs (dont 40% de préparations et conserves de bœuf). Les abattages contrôlés au Burkina dénombraient en 1999 (têtes) : 113.000 porcins, plus d'1 million ovins/caprins et 146.500 bovins. Les exportations de viande en 1999 concernent quelques dizaines de tonnes tout au plus et principalement vers la RCI (56 t.), le Togo (31 t.) et le Ghana (31 t.). Les exportations de bétail sur pied sont plus importantes (têtes) : 131.895 bovins ; environ 310.000 ovins/caprins et 804.759 volailles. Les pays destinataires sont principalement la Côte d'Ivoire (53% du total des bovins exportés ; 65% des ovins et 53% des caprins) et le Ghana (23% du total des bovins exportés ; 27% des ovins et 36% des caprins).

Il est évidemment difficile d'exprimer précisément la demande potentielle en aliments du bétail au vu des seules données ci-dessus répertoriées. Les similitudes nombreuses des situations respectives du Mali et du Burkina Faso à plusieurs points de vue, laissent cependant supposer une demande très comparable dans les deux pays.

Les tableaux référencés ci-après et disponibles en annexe, confirment et complètent les données proposées dans ce paragraphe :

Tableau N° 06-BUR	Liste de quelques laiteries privées au Burkina Faso
Tableau N° 07-BUR	Abattages Contrôlés au Burkina au cours de l'année 1999 (unité)
Tableau N° 08-BUR	Abattages Contrôlés au Burkina au cours de l'année 1999 (%)
Tableau N° 09-BUR	Paramètres ZOOTECHNIQUES (production laitière)
Tableau N° 10-BUR	Evaluation de la production laitière des bovins
Tableau N° 11-BUR	Evaluation de la production laitière des caprins (kg)
Tableau N° 12-BUR	Importation de Lait et produits laitiers au Burkina
Tableau N° 13-BUR	Lait et produits laitiers disponibles au Burkina
Tableau N° 14-BUR	Exportation Bétail sur Pieds (unité = tête)
Tableau N° 15-BUR	Evolution des effectifs du Cheptel au Burkina Faso (1000 têtes)

1.2 L'offre en Aliments pour le Bétail et la Volaille

1.2.1 L'aviculture :

1.2.1.1 La production d'aliments composés

De fait, l'offre d'aliments composés est quasi-exclusivement axée vers l'aviculture. Dr Yéyé, Directeur Technique à la maison de l'aviculture, ainsi que le Dr Bambara, responsable du PDAV, estiment tous deux, le volume d'aliments composés commercialisé à 10.000 t./an dont 97 à 98% pour la volaille. L'unité du PDAV à Bobo produit 1000 à 1300 t./an et une vingtaine d'aviculteurs équipés d'ateliers plus ou moins sommaires produisent ensemble environ 9.000 tonnes dont la moitié pour leur propre élevage, tandis que le reste est commercialisé. Il en est aussi ainsi chez ALI-MAT (1500 t./an) à Bobo, l'unité de production de MM Kondet (élevage CADO, 25.000 pondeuses et 10.000 poulettes ; consommation : environ 800 t./an). Cet entrepreneur affiche un dynamisme particulièrement remarquable, qui a initié une culture soja sur sa ferme et a investi dans une mini-huilerie (matériels indiens ; le tourteau de soja produit est de type expeller : protéines = 43% ; matière grasse = 11%) dans le but d'améliorer l'alimentation de son cheptel. Cet investisseur prospecte également les potentialités de la production laitière.

1.2.1.2 Formulation et Compétitivité

a/ formulations

Les tableaux référencés ci-après sont disponibles en annexe :

Tableau N° 02-BUR	Exemple de formule ponte (Mais. Aviculture) 1/04/99
Tableau N° 03-BUR	Exemple de formule poussins (Mais. Aviculture) 24/03/99
Tableau N° 04-BUR	Exemple de formule poussins chair (Mais. Aviculture) 02/04/99
Tableau N° 05-BUR	Exemple de formule engrais (Mais. Aviculture) 19/01/01

Les formulations réalisées (logiciel spécialisé) et proposées (sur simple demande et renouvelées autant de fois qu'il est nécessaire) par la maison de l'aviculture pour le compte de ses membres prennent en compte la compétitivité des disponibilités locales du moment (maïs, sorgho, tourteaux coton-arachide, etc.) et les intrants techniques (acides aminés, vitamines et minéraux) importés par la maison de l'aviculture qui fait office de centrale d'achat (importation depuis COFNA/groupe Guyomarch – Vannes - France).

b/ compétitivité

Le tableau N° 18-BUR ci-après propose les coûts matières de quelques formules, réactualisés sur la base du prix des matières premières constatés en janvier 2001 (voir tableau N° 01-BUR en annexe).

Tableau N° 18-

Exemples de Coûts Matières au Burkina Faso		
Type de formule et période de	Réf. Tableau	Coût Matière en Fcfa/kg (1)
Exemple de formule ponte (Mais. Aviculture)	Tableau N° 02-BUR	126
Exemple de formule poussins (Mais. Aviculture)	Tableau N° 03-BUR	136
Exemple de formule poussins chair (Mais. Aviculture)	Tableau N° 04-BUR	159
Exemple de formule engrais (Mais. Aviculture)	Tableau N° 05-BUR	154

(1) le PR est recalculé sur la base du prix des matières premières au 19 janvier

1.2.2 Autres Disponibilités pour l'Alimentation Animale :

Les disponibilités SN-Citec en tourteau coton pur (42% protéines et 3-4% matières grasses) étaient de l'ordre de 42.000 tonnes/an en 2000 dont (i) 16.000 t. ont été vendues localement (38 FCFA HT/kg ex-usine plus TVA 18%), dont (ii) environ 10.000 t. ont été exportées (41 FCFA/kg ex-usine) pendant que (iii) environ 16000 t. complémentaires étaient mélangées avec 10.000 t. de coques de coton et un peu de sel (0,2% du produit final) pour produire 26.000 t. d'aliments bétail ainsi dénommés et vendus au même prix que le tourteau de coton (38 FCFA HT/kg ex-usine plus TVA 18%). D'après M. Wernert la 2^{ème} huilerie : SOFIB, est piètrement équipée et produirait tout au plus 15.000 t./an de tourteau expeller (10% de matière grasse) principalement à partir des graines de coton et accessoirement à partir d'arachide.

Selon l'antenne Faso Mugu (GMB) de Ouagadougou, la production de son des GMB est d'abord dépendante des écrasements, lesquels sont eux-mêmes fonction de la compétitivité des farines GMB par rapport aux importations. Le potentiel son est sans doute de l'ordre de 7.500 à 10.000 t./an. Le prix est fixé à 44.000 FCFA la tonne hors TVA ex-usine soit de l'ordre de 52.958 FCFA TTC (TVA 18% plus taxe 2%) ex-usine et 64.994 FCFA TTC à Ouagadougou. Concernant la Sucrerie de Banfora (SOSUCO) je n'ai pas beaucoup d'information mais les disponibilités en mélasse (23 FCFA le litre) sont rares. Plusieurs utilisateurs sont en compétition dans la production d'alcool carburant et l'utilisation en tant qu'engrais. La production d'alcool est selon M. Moustapha Kondet, non compétitive, au point que SOPAL à Banfora connaîtrait des difficultés. En revanche, toujours selon la même source, la mélasse remplacerait avantageusement les engrais (importés à prix forts), pour l'enrichissement des sols ; le Dr. Yéyé (maison de l'aviculture) prétend même que la mélasse est utilisée pour fixer le revêtement des pistes dans les périmètres dépendant de la sucrerie. Bref, les disponibilités pour l'alimentation animale sont mesurées. Enfin, Brakina : la brasserie de Bobo est également une source de sous-produits intéressants l'alimentation animale (drêches de brasserie industrielle) ; il existe aussi une production artisanale tout aussi importante, sinon plus aux dires de mes interlocuteurs.

Par ailleurs, des petits ateliers proposent des services et concentrés : j'ai consulté notamment SONAVET Ouaga qui propose des concentrés (incorporant tourteaux, son, maïs, mélasse, sel et drêche) pour embouche et laitière (respectivement 2 900 et 2 500 FCFA le sac de 25 kg), mais l'activité est vraiment faible (de l'ordre de 200 T./an) ; Divers interlocuteurs ont également cité la société BARO & fils à Diédougou laquelle serait théoriquement plus importante et proposerait aussi des aliments pour le bétail à base de tourteau de coton.

Enfin les tableaux N° 16-BUR et N° 17-BUR, reproduits en annexes, récapitulent les productions céréalières et autres productions agricoles au Burkina Faso.

1.3 Quelques promoteurs et projets identifiés

1.3.1 ALI-MAT (Filiale des Ets Kondet à Bobo Dioulasso) :

M. Kondet projette la construction d'une nouvelle usine de fabrication d'aliments composés pour remplacer l'atelier sommaire actuel. Les bâtiments sont en cours de construction mais le choix des matériels est encore à débattre. Une première option concernant une ligne complète 6t/h. "clé en main" a été abandonnée car trop chère. L'idée actuelle est d'assembler des matériels d'origines diverses et modulables pour constituer une ligne de production de l'ordre de 3t./h.

1.3.2 SN-CITEC (Bobo Dioulasso) :

SN-Citec nourrit le projet de diversifier sa production en ajoutant une gamme aliments composés pour la volaille. Toutefois, le projet d'installer une petite ligne de fabrication expérimentale (6 à 7.000 t./an) pour un investissement total (hors bâtiments existants) de l'ordre de 50 millions FCFA dort toujours dans les cartons, car les perspectives de rentabilité sont médiocres.

1.3.3 M. Tidjane BARRY :

M. Tidjane Barry projette un investissement de l'ordre de 280 millions de FCFA pour la réalisation d'un ranch (importations de 20 laitières plus 1 géniteur) avec laiterie (6.000 l./jour), tracteur et botteleuse (stockage du foin), unité de fabrication d'aliments (broyeur et mélangeuse) et camion frigorifique pour rapatrier la production vers Ouagadougou.

1.3.4 Mr Sarh Mamadou Moustapha :

M. Sarh Mamadou Moustapha est administrateur à la chambre de commerce, administrateur du Relais PROCELOS et membre de la FIAB. Mme Kambou, secrétaire permanente du relais PROCELOS/CILSS rapporte que ce promoteur projette très sérieusement la réalisation d'une unité de fabrication d'aliments du bétail et de la volaille. M. Sarh Mamadou Moustapha, joint par téléphone, a confirmé sa détermination à investir sur ce secteur et a également exprimé le souhait de rencontrer l'auteur du présent rapport mais l'entrevue ne fut pas possible.

1.4 Potentialités du Burkina-Faso en rapport Projet Malien

La situation au Burkina Faso est très comparable à celle du Mali. Une demande hésitante, principalement marquée en aviculture. Les opérateurs sont volontaires mais assez maladroits et sans grands moyens. Il existe sans doute des plages de collaboration possibles entre maliens et burkinabés. Notamment la proximité, la similarité et probablement les complémentarités des poches de développement de Bobo-Dioulasso d'une part et Sikasso d'autre part, suscitent

des interrogations. Sur un autre registre, je n'ai pas soupçonné ni rencontré au Burkina Faso un opérateur susceptible d'être un partenaire intéressant pour un éventuel promoteur souhaitant réaliser une usine AB à Ségou.

SECTION II

L'Alimentation animale en Côte d'Ivoire

2.1 La demande en Aliments pour le Bétail et la Volaille

2.1.1 L'Aviculture en Côte d'Ivoire :

Comme au Burkina et au Mali, la demande aliments composés en Côte d'Ivoire est principalement le fait des élevages avicoles. L'aviculture moderne en Côte d'Ivoire est relativement importante, qui répertorie près de 10 millions de poussins l'an dont le quart sont des poussins pour le secteur ponte et les $\frac{3}{4}$ pour les élevages chairs (les statistiques affichent en parallèle 21 millions de têtes pour le secteur traditionnel). Les poussins chairs et pontes sont quasiment tous éclos en Côte d'Ivoire (une dizaine de couvoirs ; 300 à 400 FCFA/unité chair et de 400 à 450 FCFA/unité ponte ; voir tarification détaillée FACI en annexe) tandis que quelques dizaines de milliers de poussins reproducteurs sont importés principalement depuis chez Hubbard/ISA Lyon France. L'aviculture ivoirienne moderne produit annuellement environ 37.000 tonnes d'œufs et près de 11.000 tonnes de poulets chairs à mettre en rapport avec une production nationale totale en viande de volaille de l'ordre de 25.000 tonnes/an.

2.1.2 Les Elevages Avicoles Modernes Ivoiriens :

L'UACI (Union des Aviculteurs de Côte d'Ivoire) estime le nombre d'éleveurs de type "moderne" du sous-secteur à 1.300 dont 877 sont officiellement recensés et près de 400 sont cotisants de l'association. Selon une enquête effectuée en 1991, 80% de la production avicole était réalisée dans la région d'Abidjan. Cette enquête recensait 1.274 élevages de poulets de chairs et constatait notamment que 74,3% de la production était réalisée par 12,2% des exploitations, tandis que la majorité des élevages (57,6%) ne produisait ensemble guère plus de 7,1%. Selon une autre enquête menée en 1996, sur un échantillon de 369 élevages chairs, adhérents à UACI, 287 éleveurs avaient un effectif par bande inférieur à 1.000 animaux. En ce qui concerne les pondeuses, la même enquête portant sur 159 élevages de pondeuses, constatait que 78 éleveurs mettent en place des bandes inférieures à 1.000 poussins ponte, tandis que la tranche 1.000 - 4.000 comptait 58 élevages, celle de 4.000 à 10.000 : 14 élevages et les élevages de plus de 10.000 pondeuses étaient de 9. En fait en 2001, quelques élevages importants (SEETAB ; FOANI ; Sidibé Souleymane ; et 2 ou 3 autres) totalisant près de 1,5 millions de têtes, pourvoient plus de la moitié de la production d'œufs.

2.1.3 Les Interférences de l'Environnement Réglementaire :

Le monde avicole a connu un bouleversement important ces derniers mois et en fait depuis avril 2000 date à laquelle le Gouvernement décidait la perception de la TVA sur les produits de l'aviculture. La compétitivité des productions de l'aviculture nationale était brutalement remise en cause, ce qui entre autres suscitait un vaste mouvement de fabrication des aliments à la ferme qui perdure encore, bien que le Gouvernement ivoiriens ait annulé la perception de

la TVA sur les intrants et productions avicoles depuis octobre 2000. A la suite de la période difficile, l'IPRAVI (Inter Profession Avicole Ivoirienne) un organisme syndical qui fédère : (i) le groupement des industriels producteurs d'intrants (InterAvi) et (ii) l'association des éleveurs (UACI), tentait de formaliser les relations de l'interprofession avec l'Etat. Dans ce cadre, elle négocie actuellement les termes d'un contrat de plan pour un programme triennal et au titre duquel l'Etat est susceptible de déléguer certaines responsabilités sanitaires et administratives ; par exemple pour le pilotage des groupements de défense sanitaire, pour l'éventuelle gestion des agréments à l'installation et du répertoire des métiers, pour etc.

2.1.4 Autres Productions Animales :

Il existe un petit cheptel porc (270.000 têtes) qui est principalement contrôlé par le secteur traditionnel (90% des effectifs). La demande des élevages modernes (25 à 30.000 têtes) en aliments composés n'est pas importante. Les cheptels bovins (1,3 millions de têtes) et petits ruminants (2,4 millions de têtes) sont relativement faibles par rapport au Mali et au Burkina-Faso. C'est un élevage de type traditionnel (voir le tableau N° 01-RCI en annexe) principalement réalisé dans les provinces du nord du pays. Les productions fourragères (ensilage tout venant) et quand ils sont disponibles à portée, les sous-produits des agro-industries (mélasse, drèches, tourteaux, son etc.) sont l'essentiel de l'alimentation des troupeaux modernes. La demande en aliments composés est nulle. Ce constat est également vrai concernant l'élevage diffus au sud. Il ne semble pas non plus que la production laitière suscite une réelle demande d'aliments composés.

Les importations de produits laitiers sont certes considérables (156.000 t. Equivalent lait en 1997) ainsi que les importations viande (environ 40.000 t./an de viandes et abats bovins et petits ruminants). On dénombre notamment : (i) 140.000 têtes de bovins importés en 1997 dont 40% depuis le Burkina et 60% depuis le Mali et (ii) 240.000 têtes de petits ruminants importés à parité depuis le Mali et le Burkina. L'idée circule de réduire la dépendance vis à vis des importations ; elle n'est pas nouvelle, mais le nationalisme ivoirien (Ivoirianité) qui sévit actuellement lui donne plus de résonance. L'égoïsme national fait les comptes et répertorie les surplus et sous-produits et fourrages, tous abondants, pour l'alimentation animale pour conclure à bon compte l'espoir d'améliorer la couverture des besoins nationaux en produits laitiers et viandes. Le BENETD (Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement) joue aussi ce registre, qui est sur le point de solliciter du Gouvernement le financement d'un vaste programme pour répertorier les potentialités et besoins du secteur de l'élevage. Quoi qu'il en soit, les problèmes sont encore nombreux, qui rognent la compétitivité des élevages ivoiriens. Les productions viande (bovins et petits ruminants production nationale : 28.000 t.) et lait (production ivoirienne : 23.000 t.) ne sont pas encore suffisamment maîtrisées, ni du point de vue génétique (les souches ne sont pas fiables), ni du point de vue sanitaire (nombre de maladies endémiques difficiles à éradiquer parce que ravivées par les transhumances, etc.).

2.1.5 La Demande en Aliments Composés :

Il est difficile de conclure la demande potentielle en aliments composés. Néanmoins, il est hautement improbable qu'elle déborde beaucoup le cadre de la demande avicole. Quelques niches pour l'alimentation des porcs, des lapins, des poissons (Tilapia, Machoiron, Silure) apparaîtront sans doute mais les tonnages resteront longtemps confidentiels.

2.2 L'Offre en Aliments pour le Bétail et la Volaille

2.2.1 La Production d'Aliments Composés :

Les aliments volailles proposés par les industriels sont de type aliments complets, plus rarement de type complémentaire. Ils sont toujours de bonne qualité, du moins au regard des garanties offertes qui sont à peu près de même niveau pour FACI et SIPRA. A ce titre, le tableau N° 11-RCI récapitule les garanties minimales des aliments SIPRA mais on pouvait tout aussi bien établir le même en ce qui concerne FACI. Le professionnalisme des 2 industriels n'est pas contestable.

En ce qui concerne les quantités, le service de la documentation et des statistiques du Ministère des Ressources Animales publie des statistiques qui font état d'une production d'aliments composés en Côte d'Ivoire de l'ordre de 114.000 tonnes en 1997, composées à 98% d'aliments pour les volailles (voir tableau N° 04-RCI ci-après reproduit).

Tableau N° 04-RCI

<i>Production Aliments Bétail</i>					
Produits	1993	1994	1995	1996	1997
Poulet Chair	18 155	14 196	18 316	77 536	30 604
Poulettes	6 343	7 109	13 834		12 040
Pondeuses	27 921	30 236	34 818	25 845	63 771
Reproducteurs	3 115	3 086	3 082		6 812
Chevaux	41	33	51		
Ovins et Caprins	123	30	26		
Porcins	1 893	1 652	2 018		
Lapins	376	455	578		1 321
Poissons et crevettes	968	470	315		
Autres	742	587	1 371		333
Total	59 677	57 854	74 409	103 381	114 881

Source: DGRA / DPE

Les estimations des professionnels pour l'année 2000, sont également de cet ordre avec la même prépondérance pour l'aliment volaille. Encore que la somme des estimations individuelles communiquées par le secrétaire permanent de IPRAVI est un peu supérieure (voir estimation par après totalisant 120 à 125.000 t./an). Par ailleurs, si l'on rapproche les déclarations des professionnels, on conclurait sans doute que la part des aliments porcs, lapins, poissons et crevettes est peut-être un peu supérieure en 2000, mais les tonnages restent malgré tout assez faibles. En effet, si SIPRA confirme une production à 95-97% pour les volailles, FACI prétend réaliser 20% hors aviculture surtout pour les poissons. Dans cette hypothèse, la production hors volaille avoisinerait de l'ordre de 6 à 7.000 t./an soit plus de 5% des mises en œuvre annuelles totales mais en toutes hypothèses, les quantités d'aliments bovins sont négligeables.

2.2.2 Répartition de la Production entre les Opérateurs :

Selon les déclarations des opérateurs consultés d'une part et d'autre part, selon les estimations du secrétaire permanent de IPRAVI ainsi que celles des principaux responsables de UACI, la répartition de la production nationale aliments composés est approximativement comme suit (voir tableau N° 14-RCI ci-après):

Tableau N° 14-RCI

Estimation de la Répartition des Fabrications d'Aliments Composés			
	1999	2000	Prévision 2001
	tonnes	tonnes	tonnes
Ivograins/SIPRA	40 000	35 000	35 à 40.000
FACI	30 à 32.000	30 000	30 à 32.000
FOANI	-	12 à 15.000	-
SEFAS	-	env. 10.000	-
SEETAB	-	9 à 10.000	-
ALCI	3 à 4.000	env. 3.000	3 à 4.000
AVYCI	-	2 à 3.000	-
La ferme ADAM	-	env. 2.000	-
Fabrication à la ferme	-	15 à 20.000	-
Total	120 à 125.000	env. 120.000	env. 125.000

ce tableau est établi par recoupement des informations recueillies avec les fabricants avec IPRAVI aussi bien qu'UACI et tous autres services consultés (Direction élevage, BENETD, statistiques, etc..)

Les 2 fabricants les plus importants (SIPRA et FACI) contrôlent plus de la moitié des livraisons, tandis que les 3 plus grosses fermes avicoles du pays (FOANI, SEFAS et SEETAB) assurent encore un bon quart de la production nationale, principalement pour leur propre besoin et accessoirement pour la vente.

2.2.3 Autres Disponibilités pour l'Alimentation Animale :

Les disponibilités de toutes natures, en fourrage divers et sous-produits des industries agro-alimentaires sont importantes, et tout particulièrement dans le sud du pays.

Les disponibilités en tourteaux principalement coton et arachide ou accessoirement palmiste sont également abondantes ; les surplus sont exportés. La société TRITURAF – Bouaké notamment annonce une production de l'ordre de 40.000 t. de tourteau de coton dont à peine la moitié est écoulée localement à un prix fonction du marché mondial (environ 70 FCFA/kg en janvier 2001). En tous les cas, Trituraf tente de mieux valoriser les tourteaux ; le responsable rencontré annonce une production annuelle de l'ordre de 4.000 tonnes aliments gros bétail (vendu 36 FCFA/kg ex-usine) et curieusement également 3.000 tonnes d'aliments volaille, lesquels supposent une compétence que je ne leur soupçonnais pas. Cette annonce m'avait évidemment intrigué concernant les moyens Trituraf aussi bien que sur la stratégie sous-tendue ; les concurrents sont plutôt sarcastiques et qualifient l'aliment TRITURAF de médiocre.

Par ailleurs, et nous référant aux données statistiques on constate un courant d'exportation mélasse de l'ordre de 25 à 30.000 tonnes suivant les années, qui laisse supposer que la demande locale est pleinement satisfaite. De même, une proportion importante des sons produits au Grands Moulins d'Abidjan (35 à 40.000 t./an) et au moulin de San Pedro (8 à 10.000 t./an) est exportée (estimation 50 à 60% des quantités produites sont exportées). Le prix du son est pourtant plutôt faible à 34 Fcfa/kg ex-usine Abidjan (2.040 Fcfa le sac de 60 kg). Il existe aussi d'importantes disponibilités en drêches de brasserie d'origine industrielles et artisanales. Enfin, on peut également ajouter à ce décompte: (i) 7 à 8.000 t./an de farine de poisson industrielle (REAL) au prix de 350 Fcfa/kg ex-usine, sans même parler de la farine artisanale également disponible (mais contaminée), et (ii) d'importants surplus céréalières

(maïs; 100 Fcfa/kg environ), néanmoins de qualité assez médiocre (présence d'aflatoxine déplorée par tous).

2.2.4 l'Offre d'Intrants pour l'Aviculture :

Les fabricants d'aliments, les officines et autres prestataires de services (Proveto : Dr. Nguetta ; Partner International, etc.) proposent une gamme complète de service (poussins, matériels, financement), des conseils et autres intrants importés (acides aminés, vitamines, minéraux, produits zoo sanitaires et vétérinaires), ainsi que des concentrés à incorporer (20%) avec les céréales, issues de meunerie et produits azotés locaux. A ce sujet, les prix proposés les plus courants sont les suivants :

Concentrés 20% pour poulet chair :	291 Fcfa/kg (13.100 Fcfa le sac de 45 kg)
Concentrés 20% pour pondeuse :	210 Fcfa/kg (8.400 Fcfa le sac de 40 kg)
Concentrés 20% pour poulette :	238 Fcfa/kg (10.700 Fcfa le sac de 45 kg)

2.2.5 Les Prix des Aliments Composés :

Les prix des concentrés cités plus avant sont à comparer avec les prix des aliments complets (farine) départ usine SIPRA ou FACI de l'ordre de 165 FCFA/kg pour poulette et pondeuse et de l'ordre de 170 FCFA/kg pour le poulet croissance. Une éventuelle granulation implique un plus de l'ordre de 15 FCFA/kg (5 FCFA/kg pour la granulation proprement dite plus renchérissement du coût matière pour mieux adapter la formulation à la granulation). ALCI est plutôt moins cher pour une présentation farine qui propose de 154 à 158 FCFA/kg pour la gamme d'aliments poulet chair ; 134 FCFA/kg pour l'aliment poulette et 144 FCFA pour l'aliment pondeuse. Pour une information plus complète, le tableau N° 12-RCI en annexe compare les tarifs de vente annoncés par les opérateurs qui ont été visités par le consultant.

2.2.6 Estimation des Marges / Coûts Matières des Aliments Composés Industriels :

Les responsables UACI ont récemment évalué les prix de revient matière des aliments fabriqués à la ferme intégrant des concentrés, des issues de meunerie, des tourteaux coton, et des maïs. Ils annoncent les coûts matière suivants :

- 120 FCFA/kg pour le coût matière de l'aliment destiné aux poulets chair
- 112 FCFA/kg pour le coût matière de l'aliment destiné aux pondeuses
- 115 FCFA/kg pour le coût matière de l'aliment destiné aux poulette

Il n'a été possible d'évaluer les formules et qualités des aliments ci-avant énumérés.

C'est une donnée que l'on peut rapprocher des coûts matières estimés chez les industriels, lesquels coûts matières en vérité, sont difficiles à évaluer avec fiabilité. Nous sommes en effet contraints de procéder à beaucoup d'hypothèses plus ou moins hasardeuses concernant aussi bien le prix des matières premières que les formulations. Nous proposons malgré tout par ce moyen une hypothèse plafond pour les coûts matières des industriels, lesquels en définitive ne devraient pas dépasser (voir les détails du calcul au tableau N° 13-RCI en annexe) les niveaux suivants :

- 143 Fcfa/kg en moyenne pour le coût matière des aliments destinés aux poulets chair
- 129 Fcfa/kg en moyenne pour le coût matière des aliments destinés aux pondeuses
- 124 Fcfa/kg en moyenne pour le coût matière des aliments destinés aux poulettes

Il résulterait dans ce cas des marges sur coûts matières pour les industriels de l'ordre 17%. En revanche si nous considérons l'hypothèse de coûts matières de mêmes niveaux que ceux constatés par UACI, les marges comparables s'envolent vers 22-30% suivant le type d'aliments considéré. La réalité est vraisemblablement plus proche de 17-20% que des sommets suggérés. Pour autant, nous ne contesterons pas les données UACI, lesquelles dans le contexte de la ferme sont tout à fait plausibles. Néanmoins la compétitivité des solutions UACI reste à examiner avec soin, parce que le maïs est probablement meilleur marché (mais pas forcément de bonne qualité ; présence d'aflatoxine), parce que les farines de poisson artisanales sont moitié moins chères (mais contaminées), ou simplement parce que la formulation peut être moins contraignante. Bien évidemment, ces hypothèses cumulées ou prises isolément affectent négativement la compétitivité de l'éleveur.

2.3 Remarque concernant les stratégies commerciales

La politique d'intégration des grandes firmes (SIPRA et FACI) et l'assistance lourde qu'elle implique de la part des industriels en faveur des éleveurs, a sans doute beaucoup contribué au développement spectaculaire de la filière avicole en Côte d'Ivoire. Cette dynamique d'une part (i) a permis la constitution d'un vivier de compétence de plus en plus étoffé, et (ii) d'autre part a servi de vitrine pour susciter de nouvelles vocations. Toutefois, l'intégration concerne surtout les élevages chairs et assez peu les élevages ponte.

En tous les cas, le modèle ivoirien est séduisant. Et somme toute, l'intégration est un levier commercial susceptible d'intéresser le projet d'unité d'aliments pour le bétail et la volaille à réaliser au Mali, notamment pour aider au décollage des élevages poulets chairs. Cette hypothèse implique cependant un financement additionnel important. L'intégration est en effet une technique de financement des éleveurs, lequel financement étant cautionné par le fabricant d'aliments, augmente mécaniquement le niveau d'engagement de ce dernier. Par ailleurs, des investissements additionnels sont parfois nécessaires (services additionnels / assistance technique). Les risques sont cependant bien maîtrisés en ce qui concerne les productions animales à cycle court, d'autant que le financement est en outre assorti d'une assistance technique lourde, autant pour optimiser le profit de l'éleveur que pour sécuriser la mise du fabricant d'aliments.

2.4 Les Potentialités Ivoiriennes en rapport avec le Projet Malien

L'environnement ivoirien est actuellement plutôt morose. "L'ivoirianité" pollue l'atmosphère. La période n'est pas propice aux affaires. D'autant que les fabricants industriels n'ont pas encore récupéré après une année difficile. Au cours de la période d'avril à octobre 2000, l'Etat a en effet instauré et perçu une TVA sur tous les intrants et produits pour l'aviculture au taux de 20%, ce qui a contribué à déprimer durablement les ventes d'aliments composés des industriels.

Les responsables des entreprises sont donc surtout préoccupés par la normalisation de leur marché domestique. Pour autant, l'intérêt des marchés maliens et burkinabés n'est pas ignoré;

tous envisagent les prospections susceptibles de générer de nouveaux débouchés. En fait, SIPRA et FACI ne sont pas vraiment nouveaux sur la scène sahélienne (et au Mali en particulier). La première est sans doute plus persévérante que la deuxième qui n'a manifesté que des velléités intermittentes. En tous les cas, toutes deux ont maintenant programmé les tournées de leurs responsables commerciaux respectifs qui débarqueront bientôt à Bamako et à Ouagadougou. Certes, l'ambition du moment vise de simples objectifs commerciaux mais néanmoins les responsables n'excluent pas d'étudier "plus" si les marchés le justifiaient.

L'hypothèse est évidemment gratuite. Quoi qu'il en soit, les deux entreprises ivoiriennes ne seraient qu'un simple relais s'il survenait une opportunité qui paraisse digne d'intérêt, digne d'être explorée. Mr. Polley Jan, DG FACI l'avoue simplement, qui disait que l'éventualité d'un investissement en pays voisin finirait nécessairement à un moment ou à un autre sur le bureau des responsables du développement au siège Versele Laga en Belgique. Je n'ai pas rencontré M. Jean Marie Ackah, mais on peut parier beaucoup qu'il n'a pas plus de marge de manœuvre sinon pour rendre compte à Guyomarch, le leader des aliments composés en France.

Le cas de M. Zarour PDG ALCI est particulier. C'est un indépendant, fougueux et dynamique sans aucun doute, mais aussi sans grand moyen ni atout. ALCI a été créé en 1997. L'entreprise s'approvisionne en intrants divers, prémix et CMV auprès d'un fabricant français : Ets Jourdain. Les 2 premières années 1997 et 1998 furent difficiles, selon M. Zarour qui pensait être tiré d'affaires en à partir de 1999 (bonne année) avant que ne survienne les conditions catastrophiques à partir d'avril 2000 (instauration de la TVA, sujet déjà débattu). En tout état de cause, l'entreprise semble aujourd'hui connaître une situation financière difficile. Le responsable étudie quelques échappatoires : son idée du moment, implanter des couvoirs quelques parts au Mali et/ou au Burkina Faso – Pourquoi pas?

La renommée de deux autres établissements (FOANI et SEFAS), ainsi que quelques officines vétérinaires débordent aussi les frontières ivoiriennes jusqu'au Burkina Faso et probablement au Mali. La renommée de M. Ali Ouattara (Ets FOANI) tient sans doute à son dynamisme (200.000 pondeuses en propre plus 50% supplémentaires en intégration) comme en témoigne une progression remarquable et rapide. Celle de M. Sidibé Souleymane (élevage également très important) résulte du même argument ; il passe pour être d'origine malienne. En revanche les dirigeants SEETAB (Cocoservice de M. Bey) ne nourrissent plus d'ambition expansionniste ; ils paraissent démotivés et avouent vouloir se désengager avant de rejoindre l'Europe. Quoiqu'il en soit, ces élevages avicoles ici énumérés ne me paraissent pas receler de potentialités profitables pour le projet malien.

En revanche, je recommande de poursuivre l'exploration avec les deux principaux fabricants SIPRA et FACI soit avec les sociétés ivoiriennes, soit avec les maisons mères en Europe (respectivement Guyomarch/France et Versele Laga/Belgique). A cette fin, j'ai proposé les modèles de lettre (voir en annexes) à adresser à ces deux industriels. La suite sera nécessairement en fonction des réponses des industriels contactés.

SECTION III

L'alimentation animale au Sénégal

3.1 La demande en Aliments Composés pour le Bétail et la Volaille

3.1.1 Singularité du Sénégal :

Par rapport au Burkina Faso et à la Côte d'Ivoire, la situation du Sénégal est singulière en ce sens que ce dernier pays se situe à une latitude beaucoup moins propice à la production des fourrages et céréales (climat de type sahélien, semi-aride) si bien que les disponibilités pour l'alimentation animale y sont beaucoup plus comptées que dans les deux premiers pays visités. La géographie parle d'elle-même : Ouagadougou, comme Bamako d'ailleurs sont à la même latitude que Ziguinchor la ville la plus australe au Sénégal. Par ailleurs, les politiques commerciales des uns (SONACOS) ou des autres (GMD ; Ets Sentenac ; NMA) se combinent à la rigueur du climat pour organiser la rareté des disponibilités à bon marché (issues de meunerie, tourteaux d'arachide) pour l'alimentation animale. Dans ce contexte, les aliments bovins et ruminants en général sont compétitifs, tant et si bien que l'offre d'aliments composés au Sénégal concerne pour les 2/3 les troupeaux de ruminants tandis que l'aviculture absorbe à peine le tiers des productions.

3.1.2 L'aviculture au Sénégal :

3.1.2.1 La demande des élevages avicoles modernes

L'aviculture moderne sénégalaise est essentiellement localisée dans la région de Dakar (climat plus favorable) et accessoirement dans quelques régions côtières équipées de capacités hôtelières (tourisme).

En fait, les hôtels sont une clientèle privilégiée des élevages avicoles ; on estime qu'un hôtel moyen consomme 800 poulets/mois. Ainsi, d'ailleurs que les collectivités telles l'armée (2.500 poulets/mois) et les œuvres universitaires (16.000 poulets/mois). Chez les ménages, la consommation de viande de poulets (1.300 FCFA/kg) vient en troisième position derrière la viande bovine (1.300 FCFA/kg) et la viande de mouton (1.500 FCFA/kg). En moyenne les sénégalais consomment du poulet une fois par semaine.

En ce qui concerne les œufs, les plateaux (30 œufs) sont vendus sur les différents marchés et aux bords des routes. Les pâtisseries et les restaurateurs sont également d'importants consommateurs. En vérité, les sénégalais ne consomment pas couramment des œufs. C'est plutôt un aliment de "dépannage" ou de célibataire. D'ailleurs, il existe par endroit des croyances qui s'opposent à cette consommation. L'anecdote nous avait aussi été rapportée en Côte d'Ivoire.

Concernant le élevages avicoles modernes, la production de viande est estimée de l'ordre de 7.000 tonnes en 1999 (env. 10,5 milliards CFA à la vente au détail), dont 5.700 tonnes résultant de l'engraissement d'environ 4 millions de poulets auxquels il convient d'ajouter près d'1 million de poules de réforme (1.275 tonnes de viande). Selon les statistiques publiées, le cheptel traditionnel compte pour sa part de l'ordre de 14 millions de têtes. En ce qui concerne la production d'œufs de consommation des élevages modernes, elle est estimée à 191 millions d'unités en 1999 générant un chiffre d'affaires de l'ordre de 9,5 milliards de FCFA à la vente au détail.

En matière d'aliments composés, la direction de l'élevage estime les besoins à hauteur de 54.600 tonnes (env. 10,5 milliards CFA) dont 17.500 t. pour les poulets chairs, 4.500 t. pour les poulettes et 32.600 t. pour les aliments pondeuses. Selon une enquête conduite par le Dr Bousso Guéye, Directrice du Centre d'Aviculture de Mbaou, cette production aurait consommé 2.300 t. d'issues de blé ou riz, 11.800 t. de tourteau d'arachide, 32.980 t. de maïs principalement importé, 2.340 t. de farine de poisson, 2.600 t. de coquilles d'huître moulues et de carbonate de calcium et aussi un amalgame de l'ordre de 2.550 tonnes en composés minéraux vitaminés.

3.1.2.2 Saisonnalité de la Demande

Selon la direction de l'élevage, les statistiques des effectifs mensuels de poussins "chairs" mis en élevage en 1999, montrent les pics classiques, un mois avant les fêtes de Tamxarit (pic en mars) et de Noël (pic en novembre). Les effectifs mis en élevage aux mois de mars et de novembre sont respectivement de 438.700 et 580.900 poussins. Juin fut le mois de plus faible activité avec seulement 107.578 poussins mis en élevage (pour plus d'information voir documentation en annexes 30, 31 et 32).

En ce qui concerne les effectifs mensuels de poussins "ponte" les statistiques 1999 montrent 2 pics en mars et mai, mois durant lesquels les effectifs mis en élevage ont atteint respectivement 105.998 et 106.811 poussins tandis que au cours des mois de janvier et novembre les deux mois les plus faibles, les effectifs étaient respectivement de 30.321 et 29.583 poussins (pour plus d'information voir documentation en annexes 30, 31 et 32).

3.1.2.3 Importations et Exportations de Produits Avicoles

Les statistiques montrent un petit courant d'importation concernant la viande de volaille qui a d'ailleurs été freiné par la dévaluation intervenue en 1994 (607 t. en 1993 ; 157 t. en 1995 ; 481 t. en 1999). Ces importations représentent 6,8% de la production sénégalaise en 1999.

Les autres importations notables du secteur sont les œufs à couver (env. 400.000 unités en 1999). La tendance est à la baisse des importations et la forte capacité des couvoirs en place devrait peser en ce sens, surtout depuis la production sur place des reproducteurs.

Il n'y a pas eu d'exportations contrôlées de produits avicoles en 1999. Certains opérateurs (SEDIMA notamment) annoncent néanmoins des livraisons de poussins 1 jour vers les pays de la sous-région en général et vers le Mali et la Guinée en particulier.

3.1.3 Autres Productions Animales :

3.1.3.1 Cheptel National et Elevages Intensifs

La direction de l'élevage chiffre à 1% des bovins et 3% des petits ruminants, les troupeaux qui seraient élevés de manière intensive ou semi-intensive impliquant le recours à une alimentation équilibrée, comme il est montré au tableau N° 03-SEN ci après :

Tableau N° 03-SEN

Les Systèmes d'Elevage			
Les Systèmes d'Elevage	Bovins	Petits ruminants	Caractéristiques
Pastoral	32%	35%	Nomadisme en zone sèche
Agro-Pastoral	67%	62%	Sédentaire à la ferme
Périurbain	1%	3%	intensif et semi-intensif

En ce qui concerne les effectifs totaux sénégalais, les données sont reproduites au tableau N°01-SEN ci-après :

Tableau N° 01-SEN

Effectifs du Cheptel Sénégalais (Nbre de têtes)				
	1994	1995	1996	1997
Bovins	2 760 000	2 800 000	2 870 000	2 898 000
Ovins	3 821 000	3 890 000	4 045 000	4 198 000
Caprins	3 213 000	3 293 000	3 441 000	3 578 000
Porcins	161 000	163 000	171 000	191 000
Equins	434 000	434 000	436 000	444 240
Asins	366 000	366 000	367 000	375 000
Camelins	5 000	4 700	4 300	3 870
Volailles	15 773 000	17 219 000	15 882 000	18 081 000

source: direction de l'élevage

3.1.3.2 Les productions des élevages Bovins et Ovins

Tableau N° 09-SEN

Evolution de la production estimée de Viande (en tonnes)											
	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Viande Bovins	25 988	26 035	51 115	43 226	37 226	37 287	38 578	33 562	34 048	34 239	35 551
Ovins et Caprins	17 707	18 113	17 585	15 945	17 364	20 465	21 000	21 731	22 388	19 525	20 280
Porcins	6 141	2 244	3 201	2 790	4 682	5 037	4 600	4 589	4 646	5 002	5 587
Viande Volaille	8 040	8 544	16 845	7 670	12 342	17 211	16 976	15 839	16 523	15 294	17 147
Camelins	91	195	47	61	73	82	50	2	2	45	1
Prod. Locale	57 967	55 131	88 793	69 692	71 687	80 082	81 204	75 723	77 607	74 105	78 566
Viande Importée	5 550	4 116	4 319	2 882	2 056	2 496	2 005	901	757	640	580
Total Disponible	63 517	59 247	93 112	72 574	73 743	82 578	83 209	76 624	78 364	74 745	79 146
Conso./hab/an	9,5	8,6	13,2	10,0	9,9	10,7	10,5	9,4	9,4	8,7	9,0

Le tableau N°09-SEN ci-après, montre l'évolution de la production estimée et des importations contrôlées concernant les viandes au Sénégal de 1987 à 1997.

Pour l'année 1997, les abattages contrôlés représentaient 20.803 tonnes de viandes dont les $\frac{3}{4}$ du fait de l'abattage de 128.922 têtes de bovins et le solde du fait de l'abattage de 292.600 têtes de bovins et ovins cumulés (voir tableau N°04-SEN ci-après).

Tableau N° 04-SEN

Les abattages Contrôlés en 1997								
	Bovins		Ovins		Caprins		Autres (1)	Total
	Nbre	Tonnes	Nbre	Tonnes	Nbre	Tonnes	Tonnes	Tonnes
dont Dakar	57 181	7 488	214 704	2 186	76 269	698		10 372
dont Thiés	14 739	1 802	10 218	149	9 183	105		2 056
dont Autres	57 002	6 107	56 368	699	125 875	1 317	252	8 375
Total	128 922	15 397	281 290	3 034	211 327	2 120	252	20 803

(1) dont les porcins = 3.451 têtes = 134,3 tonnes

Le Dr-Ingénieur Assane BODJ à la direction de l'élevage estime que la vente d'animaux a généré un volume de l'ordre de 5.185 (1997) à 5.500 (1999) milliards de FCFA. Le revenu net rural généré par la vente de lait aurait pour sa part atteint 1.320 milliards FCFA en 1997, soit pour les deux postes cumulés près de 7,5% du PIB national de l'année 1997. Selon le Dr. Bodj, la production quantitative de lait est difficile à évaluer. Elle est estimée de l'ordre de 1,5 à 2 millions d'hectolitre, et particulièrement importante d'août à octobre durant la saison des pluies. Le prix du lait payé aux éleveurs est variable. Nestlé paye tout au plus 150 à 175 FCFA le litre, mais il est pour cela condamné à collecter jusque dans des zones très éloignées, tandis que les éleveurs en périphérie de Dakar obtiennent sans doute jusqu'à 500 FCFA le litre.

Le lait est commercialisé entier et plus souvent caillé. Les prix du lait local entier ou caillé relevés au magasin SCORE de la rue Sarrault, le 8 février 2002, étaient de 600 à 900 FCFA le litre suivant conditionnement (0,25 l. - 0,5 l. et 1 litre) et additifs (sucres, parfums, etc.), tandis que le lait importé conditionné en brique d'un litre était vendu 700 FCFA l'unité.

3.1.3.3 Importations et Exportations

Les importations de viandes telles qu'elles sont montrées au tableau N°09-SEN, reproduit plus avant, ont connu un arrêt significatif l'année de la dévaluation en 1994 (2005 t. en 1993 ; 757 t. en 1995). Elles diminuent régulièrement ensuite pour ne plus représenter qu'à peine 1% de la consommation totale, laquelle au demeurant est faible et évaluée à environ 9 kg par personne et par an. En vérité, l'apport protéique est surtout assuré par la consommation des poissons (principalement des produits de la mer) dont certains estiment qu'elle peut atteindre 40 kg par personne et par an.

Les importations d'animaux vivants ne sont pas significatives (voir Tableau N°10-SEN ci-après) :

Tableau N° 10-SEN

Importation d'animaux vivants en 1997 (nbre tête)					
	Bovins	Ovins	Caprins	Equins	Asins
St Louis	42	682	1 200	23	0
Tamba	1 642	2 560	0	0	0
Kolda	415	163	251	34	47
Total	2 099	3 405	1 451	57	47

Elles sont d'ailleurs compensées par des exportations à peu près équivalentes (voir tableau N°12-SEN ci-après) :

Tableau N° 12-SEN

Exportation des Animaux Vivants en 1997					
	Bovins	Ovins	Caprins	Equins	Asins
St Louis	1	151	3	0	0
Kolda	1 886	1 699	2 586	3	0
Ziguinchor	211	42	163	1	0
Total	2 098	1 892	2 752	4	0

En revanche les importations de produits laitiers sont beaucoup plus significatives même si les volumes en cause ont comme pour les viandes, subi une sévère contraction à la suite de la dévaluation de 1994 (voir évolution des importations au tableau N° 11-SEN ci-après) :

Tableau N° 11-SEN

Importations de produits animaux - produits laitiers - Viandes et abats - Poussins 1 jour										
	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Lait et Produits laitiers (tonnes)	21 439	22 804	23 655	25 046	28 264	32 053	16 850	15 769	18 024	20 879
Viandes et abats (tonnes)	4 116	4 319	2 882	2 066	2 486	2 006	901	757	640	580
Poussins 1 jour (1000 unités)	1 660	2 100	3 044	2 212	1 560	720	588	1 109	1 172	1 384

3.1.3.4 Saisonnalité de la demande

L'évolution des ventes aliments composés des Grands Moulins de Dakar (voir tableau N° 14-SEN en annexe) illustre correctement la saisonnalité de la demande en matière d'alimentation des ruminants.

D'une part, les performances annuelles sont très dépendantes de la pluviométrie de l'année. Ainsi Les ventes aliments composés GMD, au cours de l'année 1998, année de grande sécheresse, connaissent un record absolu avec un plafond proche de 70.000 t., tandis que l'année suivante, en 1999, année relativement humide, les ventes chutaient à moins de 60.000 tonnes.

D'autre part, cette sensibilité aux conditions climatiques est évidemment vérifiable en cours d'année. Ainsi, pendant les mois d'hivernage de septembre et octobre qui connaissent une forte disponibilité en fourrages, les ventes GMD chutent à moins de 2.500 t./mois, tandis qu'au cours des mois particulièrement secs : mars et avril, les ventes grimpent à plus de 7.000 t./mois.

Aux dires des professionnels, la demande des élevages péri-urbains semi-intensifs et intensifs, notamment à la périphérie de Dakar est évidemment plus contrastée et généralement assez régulière en cours d'année et croissante d'une année sur l'autre.

3.2 L'Offre en Aliments pour le Bétail et la Volaille

3.2.1 La production d'Aliments Composés :

Du fait de la demande des élevages bovins et accessoirement de la demande pour l'engraissement du "mouton de case" (fêtes), les principaux fabricants sénégalais proposent une gamme d'aliments composés beaucoup plus large que celle de leurs homologues ivoiriens.

3.2.1.1 Production et Formules GMD

Un fabricant, GMD, qui assure une production remarquable (60 à 70.000 t./an) s'est spécialisé dans la fabrication d'aliments sommaires pour les bovins et laitières et accessoirement pour les chevaux de trait. L'objectif initial était évidemment de valoriser au mieux les sous-produits de meunerie. Au cours des années antérieures à 1990, l'aliment GMD (en fait au moment où l'UAB dépendait de la Compagnie Sucrière, une autre société du groupe Mimran, qui exploite les grandes plantations de cannes à sucre à Richard Toll dans le nord du Sénégal) comportait simplement des issues de blé, de la mélasse et du sel, mais la nécessité d'améliorer la qualité est peu à peu devenue évidente. Par la suite, les formules étaient optimisées avec l'aide de l'INDR (épaulé par la coopération belge) et de l'ISRA (épaulé par la coopération française).

A noter que la production issue de meunerie des GMD (env. 40.000 t./an) n'est désormais plus suffisante. GMD procède désormais à des importations de sons (environ 10 à 12.000 t./an en 2000) soit depuis la Côte d'Ivoire (les GM Abidjan et les Moulins de San Pedro en RCI appartiennent au même groupe Mimran) soit d'Argentine (2.800 t. pellets vrac en janvier 2001, revenant à 50 Fcfa/kg en silo usine GMD) quand survient une opportunité avantageuse.

Le tableau N° 15-SEN, communique le détail des 3 formules GMD telles qu'elles sont à ce jour :

Tableau N° 15-SEN

Les formulations Aliments Bétail GMD			
	Bovins/ovins	Cheval	Laitière
Appellation commerciale	JARGA	-	-
Sons de blé	79,0%	75,5%	71,8%
Tourteau d'Arachide	5,0%	2,0%	15,0%
Mélasse	10,0%	8,0%	9,0%
Mais	-	10,0%	-
Chaux (calcaire)	2,5%	2,5%	2,0%
Urée	2,0%	-	-
Sel	1,0%	1,5%	1,0%
CMV	0,5%	0,5%	1,2%
Total	100,0%	100,0%	100,0%
Prix de vente CFA/40 kg	3 500	3 600	3 600
PV départ usine Fcfa/kg	87,5	90,0	90,0
Volume vente 2000 (t./an)	53 000	911	11 089
Répartition en %	81,5%	1,4%	17,1%
Recoupement son (T./an)	41 870	688	7 962

3.2.1.2 Production et Formulations Moyennes en Aviculture

L'étude du Dr. Bouso Guéye, qui entre autres résume les réponses volontaires des fabricants à un questionnaire qui leur avait été adressé, donne une moyenne des incorporations pour l'alimentation des volailles, ainsi qu'elles sont exposées au tableau N° 17-SEN ci-après :

Tableau N° 17-SEN

Estimation des quantités de matières premières utilisées en Aviculture en 1999							
Type d'Aliment	Chair		Poulettes		Ponte		Totaux en tonnes
	% moyen	tonnes	% moyen	tonnes	% moyen	tonnes	
Issues de blé ou riz	4,0%	699,32	15,0%	675,75	3,0%	979,62	2 354,69
Tourteau d'Arachide	25,0%	4 370,75	20,0%	901,00	20,0%	6 530,80	11 802,55
Maïs	60,0%	10 489,80	57,0%	2 567,85	61,0%	19 918,94	32 976,59
Farine de Poisson	7,0%	1 223,81	3,0%	135,15	3,0%	979,62	2 338,58
CMV	4,0%	699,32	5,0%	225,25	5,0%	1 632,70	2 557,27
Coquilles/CaCO3	-	-	-	-	8,0%	2 612,32	2 612,32
Totaux	100,0%	17 483,00	100,0%	4 505,00	100,0%	32 654,00	54 642,00
Prix Vente Moyen en Fcfa/kg TTC (1)		216,9		175,6		181,9	
Chiffre d'Affaires TTC ('000 Fcfa)		3 792		791		5 940	10 523

(1) Ces données inclut une taxe sur la valeur ajoutée (TVA 10%) perçue sur les livraisons des usines d'aliments

Le maïs utilisée massivement est principalement d'origine importée (les niveaux des importations annuelles sont de l'ordre de 25.000 t. ces dernières années, voir tableau N° 08-SEN concernant les importations de céréales en annexe et en général les productions céréalières et protéagineux aux tableaux N° 06-SEN et N° 07-SEN également en annexe).

3.2.1.3 La Production Nationale d'Aliments Composés

La production nationale annuelle totale est estimée à 150-160.000 tonnes dont 55 à 60.000 sont des aliments pour les volailles et 95 à 100.000 tonnes des aliments destinés aux ruminants (une partie estimée à 10-15.000 t. est exportée vers la Mauritanie). Une répartition de la production d'aliments composés entre les divers opérateurs est proposée au tableau N° 05-SEN ci-après :

Tableau N° 05-SEN

Production Aliments pour le Bétail et la volaille					
Fabricants d'aliments pour le bétail et la volaille	Année 1999 (1)		Prévision Année 2001 (2)		
	Aliments Volailles (t.)	%	Ruminants	Volailles	Total
Grands Moulins de Dakar	0	0,0%	70 000	0	70 000
Moulins Sentenac	16 000	29,3%	8 000	17 600	25 600
SEDIMA	11 712	21,4%	0	15 000	15 000
SETUNA (SONACOS)	4 906	9,0%	0	0	0
SENDIS	1 160	2,1%	0	1 200	1 200
SODAVI	1 140	2,1%	0	1 500	1 500
CAM	1 682	3,1%	0	1 500	1 500
AUTRES	18 061	33,0%	7 000	15 200	22 200
Complex. Avi. de Mbaou		0,0%	0	1 000	1 000
NMA		0,0%	10 000	6 000	16 000
AVISEN		0,0%	0	1 000	1 000
Total	54 661	100,0%	95 000	60 000	155 000

(1) Production déclarée à Direction Elevage

(2) estimation personnelle

3.2.2 Autres Disponibilités pour l'Alimentation Animale :

3.2.2.1 Les issues de meunerie

Comme nous l'avons noté précédemment, il n'y pas de disponibilité en issues de meunerie. Les 3 moulins actuellement exploités à Dakar (prévision écrasements blé en 2001 : GMD 200 à 210.000 t./an ; Sentenac 30.000 t./an ; NMA 12 à 15.000 t./an voir tableau N° 13-SEN en annexe) sont également associés avec 3 usines aliments bétail correspondantes qui absorbent leur production respective et au-delà. La valorisation des issues de meunerie est estimée aux environs de 50 FCFA/kg.

3.2.2.2 Les céréales

La quasi-totalité de la production céréalière sénégalaise est absorbée pour la consommation humaine. Le déficit est chronique ; les importations annuelles dépassent 800.000 t. Constituées aux 2/3 par du riz et le 1/3 restant étant du blé. Un petit courant d'importation maïs (20 à 25.000 t. suivant les années ; prix de revient usine autour de 125-130 FCFA/kg en janvier 2001) alimente les usines d'aliment du bétail. Les tableaux 06-SEN, 07-SEN et 08-SEN en annexes donnent des informations détaillées sur la production nationale et les importations en matière de céréales et d'oléagineux.

3.2.2.3 Les tourteaux d'arachide

M. Amadou Ndiaye, responsable des ventes export chez SONACOS (Société Nationale de Commercialisation des Oléagineux du Sénégal) annonce 150 à 200.000 tonnes de disponibilités tourteau d'arachide suivant les années. Au cours de la campagne 2000, la production a plafonné à 150.000 tonnes. La campagne 2000-2001 a connu de meilleures conditions climatiques, la production s'annonce excellente, les prévisions en disponibilité envisagent des niveaux de l'ordre de 200.000 tonnes.

Si l'on déduit les tourteaux exportés lors de la dernière campagne (env. 50% vers l'Europe et l'Afrique aux dires de M. Ndiaye), on déduit une consommation sénégalaise de l'ordre de 70 à 75.000 t./an (les informations de M. Ndiaye sont sans doute contestable), dont 17 à 18.000 tonnes pour les fabricants d'aliments composés et plus de 50.000 tonnes livrés en l'état aux élevages si l'on se fie aux chiffres communiqués (lesquels à nouveau sont très probablement contestables).

Par ailleurs, il convient de noter que SONACOS écoule sa production via des contrats annuels (ventes à terme). En pratique, la production est écoulée au cours mondial (125-130 FCFA/kg CAF France en janvier 2001) dans les quelques semaines et en tous cas au plus vite, après la période de récolte. C'est à dire que SONACOS n'a pratiquement plus de tourteaux à vendre plusieurs mois par an. Elle est donc incapable de satisfaire une éventuelle demande impromptue qui interviendrait trop tard dans la saison, ce qui en fait contribue à structurer le marché sénégalais parce que l'accès direct aux tourteaux n'est dans ce cas possible que par des utilisateurs et négociants de quelques envergures. Les petits utilisateurs (ou les utilisateurs peu prévoyants) devront payer un tourteau majoré de la marge des négociants avisés et compétents.

En janvier 2001, les tourteaux se négocient en gros à Dakar environ 120 à 125 Fcfa/kg. M. Ndiaye estime que le prix janvier 2001, en rapport avec le cours mondial, et admettant que SONACOS ait des disponibilités (ce qui n'est présentement pas le cas), serait de l'ordre de 100 Fcfa par kg départ usine SONACOS. La qualité des tourteaux est généralement satisfaisante et nécessairement d'un niveau susceptible de satisfaire la demande internationale; le niveau d'aflatoxine notamment est inférieur à 20 ppb.

3.2.2.4 Autres disponibilités

Sont également disponibles :

- les drêches de brasserie industrielles et artisanales ;
- les fourrages secs et l'ensilage (divers végétaux) ;
- la mélasse.

3.2.3 Les Prix des Aliments Composés

Voir ci-après le tableau N° 19-SEN :

Tableau N° 19-SEN

Les Prix de Vente Comparés Départ Usine (Fcfa/kg - TVA 10% en sus)						
Type d'Aliment	Présentation (1)	NMA (2)	GMD (3)	SEDIMA (4)	Sentenac (5)	Moyennes
<u>Gamme Volailles</u>						
Poussin Démarrage	Miettes fines	200		211	204	204,97
Poussin Chair 2 Age					203	
Poulette 1 Age	Farine	175		182	182	179,61
Poulette 2 Age	Miettes fines	150		165	158	157,67
Pondeuses Œufs Jaunes	Miettes Grossières	165		171	168	167,97
Pondeuses Œufs Clairs	Miettes Grossières	166				
Poulet Croissance	Miettes Grossières	200				
Poulet Finition	Granulé 3 mm	200		211	206	205,64
<u>Rappel des données 1999 (source Direction Elevage)</u>						
Moy. Poulet chair 99 (6)	<i>Toutes présent.</i>					197,18
Moy. Poulette 99 (6)	<i>Toutes présent.</i>					159,64
Moy. Ponte en 99 (6)	<i>Toutes présent.</i>					165,36
<u>Gamme Bovins/Ovins</u>						
Vache Laitière Intensif	Granulé 10 mm	120	82		110	
Bovin HP	Granulé 10 mm	120				
Bovin Entretien	Granulé 10 mm	75				
Bovin Embouche	Granulé 10 mm	90				
Tous Ruminants Entretien	Granulé 6/8/10 mm	75	80		80	
Ovin Entretien		75				
Ovin Embouche		90				
Divers						
Cheval		110	82			

(1) les fabricants estiment le coût de la granulation à 2,5-3 Fcfa/kg

(2) NMA pratique une tarification agressive pour conquérir sa place (en activité depuis janvier 2001)

(3) GMD fabrique volontairement des aliments grossiers pour valoriser ses issues de meunerie

(4) la tarification SEDIMA est probablement gonflée

(5) Moulins Sentenac prétend maintenir des prix compétitif toute l'année 2001

(6) Voir Tableau N° 18-SEN

3.2.4 Estimation des Marges des Aliments Composés Industriels

3.2.4.1 Aliments Composés pour l'Aviculture

Voir ci-après le tableau N° 18-SEN :

Tableau N° 18-SEN

Estimation des marges en Aviculture au Sénégal				
Type d'Aliment	Prix Mat. Prem. estimés en Fcfa/kg (valeur Janv. 2001)	Chair	Poulettes	Ponte
		Fcfa/kg	Fcfa/kg	Fcfa/kg
Issues de blé ou riz	50	2,00	7,50	1,50
Tourteau d'Arachide	105	26,25	21,00	21,00
Maïs	125	75,00	71,25	76,25
Farine de Poisson	250	17,50	7,50	7,50
CMV Chair 4%	1 200	48,00	-	-
CMV Poulettes 5%	650	-	32,50	-
CMV Ponte 5%	550	-	-	27,50
Coquilles/CaCO3	75	-	-	6,00
Totaux		168,75	139,75	139,75
<i>Prix Vente Moyen TTC en Fcfa/kg (TVA 10%)</i>		216,90	175,60	181,90
<i>Prix Vente Moyen HT en Fcfa/kg en 1999</i>		197,18	159,64	165,36
<i>Prix Vente Moyen HT en Fcfa/kg en 2001 (1)</i>		205,30	168,64	167,97
<i>Augmentation Moyenne (2001/1999)</i>		4,12%	5,64%	1,58%
<i>Marge / Coût Matière en Fcfa/kg en 2001</i>		36,55	28,89	28,22
<i>en % Prix Vente Moyen 2001</i>		17,8%	17,1%	16,8%

Sur la base des hypothèses émises la marge sur coût matière apparaît à 17% du prix de vente hors taxe. Si l'on admet 4 à 5 points additionnels pour les consommations intermédiaires (électricité, maintenance, sacheries), la valeur ajoutée ressort à environ 12%. C'est plutôt faible. Il est probable que la moyenne annuelle réelle est plutôt plus élevée et vers 14 – 15%.

3.2.4.2 Aliments Composés pour les Elevages Bovins et Laitiers

Voir le tableau N° 16-SEN ci-après :

Tableau N° 16-SEN

Les Coûts Matières estimés des Aliments Bétail GMD (TVA 10% incluse)					
Appellation commerciale	Prix Mat. Prem.	Bovins/ovins	Cheval	Laitière	Moyenne
	Fcfa/kg (1)	Fcfa/kg	Fcfa/kg	Fcfa/kg	Fcfa/kg
Sons de blé	50	39,50	37,75	35,90	38,86
Tourteau d'Arachide	105	5,25	2,10	15,75	7,00
Mélasses	50	5,00	4,00	4,50	4,90
Maïs	125		12,50		0,18
Chaux (calcaire)	75	1,88	1,88	1,50	1,81
Urée	150	3,00			2,45
Sel	75	0,75	1,13	0,75	0,76
CMV bovins/cheval 0,5%	2 200	11,00	11,00		9,12
CMV laitière 1,2%	1 400			16,80	2,87
Coût Matière		66,38	70,35	75,20	67,94
Prix de vente départ usine TTC en Fcfa/kg		87,50	90,00	90,00	87,96
Prix de vente départ usine HT en Fcfa/kg		79,55	81,82	81,82	79,97
Marge / coût matière en Fcfa/kg		13,17	11,47	6,62	12,03
Marge / coût matière en % du Prix Vente		15,05%	12,74%	7,35%	13,68%

(1) estimation personnelle des coûts des intrants rendus usine GMD

□

Sur la base des hypothèses émises la marge sur coût matière apparaît à 13-14% du prix de vente hors taxe et beaucoup moins même pour la production d'aliment laitière. Dans ces conditions, si l'on admet 4 à 5 points additionnels pour les consommations intermédiaires (électricité, maintenance, sacheries), la valeur ajoutée moyenne ne dépasse guère 9-10%.

C'est vraiment peu même pour un aliment grossier. Le prix de revient proposé pour l'aliment "laitière" est particulièrement contestable. Le prix proposé pour le CMV est probablement surévalué.

3.3 Remarques Concernant les Stratégies Commerciales

En Côte d'Ivoire, les 2 plus gros opérateurs contrôlant les 2/3 du marché des aliments composés, sont des filiales de grands groupes européens. En revanche au Sénégal, tous les opérateurs sont indépendants. On retrouve néanmoins le groupe Guyomarch qui approvisionne et soutient les "Moulins Sentenac" et une autre firme service : le groupe Glon-Sanders, peu présent en Afrique, mais également puissant (5 millions de tonnes d'aliments commercialisés en Europe ; groupe généralement positionné au 2^{ème} rang en France derrière Guyomarch), qui approvisionne et soutient NMA. Les GMD achète les CMV avec un petit entrepreneur français : Ets GENTHON, Chaissieu – France et sollicite les Instituts (INDR et ISRA) locaux pour les conseils et analyses extérieurs.

La pratique des “contrats d’intégration” est rare au Sénégal. SEDIMA, qui un temps privilégiait ce type de financement un peu particulier des éleveurs, cherche désormais à se désengager. En revanche SEDIMA développe les activités intégrées au sein même du groupe (élevage de reproducteurs, couvoirs, engraissement, abattage, ponte, distribution frigorifique, production d’aliments, etc.). Les autres fabricants d’aliments importants : GMD, Moulins Sentenac et NMA ne proposent pas ce type de contrat et n’ont pas non plus d’activité intégrée au sein de leurs groupes respectifs.

Une des caractéristiques du marché sénégalais des aliments composés est la relative rareté des matières premières principales : les céréales (et notamment le maïs), les issues de meunerie et dans une certaine mesure les tourteaux d’arachide. Le paradoxe n’est qu’apparent : en effet SONACOS pratique les ventes à terme, ce qui a suscité une certaine hiérarchisation de la distribution, favorable aux structures importantes. En ce qui concerne les issues de meunerie, les 3 minoteries sénégalaises (GMD/840t./24h.; Sentenac/120t./24h.; NMA/60t./24h.) qui sont aussi les 3 principaux fabricants des mêmes noms, absorbent leur propre production jusqu’au dernier gramme. Quant aux céréales, le Sénégal déplore un déficit supérieur à 800.000 t./an. Les fabricants d’aliments composés importent les maïs.

On imagine donc les contraintes qui affectent la commercialisation des matières premières destinées à l’incorporation. Bref, il est probable qu’une conjugaison de facteurs, plus ou moins fortuits, a suscité le transfert de la demande vers les aliments composés. Certes, personne ne soupçonnera qu’il y ait eu connivence ou volonté délibérée de la part des industriels et fabricants d’aliments. Ils ont simplement bénéficié d’un environnement qui leur était favorable, mais on peut parfaitement imaginer qu’ils ont un peu accéléré cet état de fait en renchérissant progressivement les issues de meunerie jusqu’à les retirer purement et simplement du marché quand cela devenait économiquement gérable.

3.4 *Potentialités sénégalaises au regard du Projet Malien*

Les trois (3) plus importants fabricants sont les seuls à proposer une gamme polyvalente et à priori les seules cibles dignes d'intérêt, quand on considère la prospection au bénéfice du projet malien. Les critères de sélection sont simples : des compétences évidentes concernant la fabrication des aliments composés d'abord et en alimentation animale en général ; un environnement de qualité (firmes service, laboratoire, recherche et développement, logistique, achats) ; une surface financière de bon aloi (c'est à dire : d'apparence saine ; l'auteur n'avait pas autorité ni surtout compétence pour dépasser ce stade) et si possible une renommée internationale ou en tous cas une autorité reconnue qui impose une hiérarchie naturelle susceptible de simplifier les rapports avec un éventuel partenaire malien.

Le groupe des GMD est probablement le plus difficile à séduire. En fait, le groupe Mimran, qui contrôle entre autres les GMD (210.000 t. d'écrasement blé et 70.000 t. d'aliments) ; la société sucrière de Richard Toll (7.000 employés); les GMA et le Moulin de San Pedro (écrasements blés cumulés: 250.000 t./an) n'avait pas initialement vocation à investir pour la fabrication des aliments composés. La valorisation des issues (GMD) et de la mélasse (Richard Toll) suscitaient finalement assez leur intérêt au début de la décennie 1990 alors que le groupe meunier était présent au Sénégal et en Côte d'Ivoire depuis 1960. Pour tardive, cette initiative n'en est pas moins originale du fait du secteur ciblé estimé difficile conjugué à une réussite spectaculaire. De surcroît, les formulations quoique simples montrent cependant une certaine recherche et le souci d'un bon rapport qualité/prix. Le projet malien n'a malgré tout pas le profil susceptible d'intéresser le groupe Mimran, qui privilégie les gros marchés, investit lourd, contrôle à 100%, gère rigoureusement et optimise mieux que tous autres la rentabilité. Mais on peut néanmoins tenter la chance et du moins solliciter les conseils.

M. Amar, le PDG de NMA est sans doute plus enthousiaste envers le projet malien, encore que je le soupçonne fort d'être un peu irréfléchi pour l'occasion. En effet, l'hypothèse malienne est gratuite ; la période est pour lui euphorique :

- (i) aboutissement de son projet (inauguré le 6 février) tandis que les affaires sont inespérées à tel point qu'il rumine un projet d'augmentation de la capacité de la minoterie (laquelle est saturée après seulement 12 mois d'activité) ;
- (ii) la demande aliments dont la production a démarrée il y a tout juste un mois est plus importante que prévu.

Par-dessus tout le personnage est aimable, il veut plaire. Bref, c'est un homme sympathique, dynamique, persévérant mais il faut être prudent. Pour autant, cette piste ne doit pas être négligée. Mais dans le même temps, il est recommandé d'associer/chercher autant que possible la caution Glon-Sanders. L'implication de cette firme service ajoute le sérieux et les compétences qui pourrait manquer à notre jeune interlocuteur (M. Amar a une quarantaine d'année tout au plus).

Pour finir, je propose mon meilleur choix : les "Moulins SENTENAC", mais la partie n'est pas non plus gagnée. Ce groupe ancien (voir note sur Moulins Sentenac et SOCAS en annexe) comprend une minoterie blé (120 t./24h.), une minoterie mil (25 t./24h.), une maïserie (15 t./24h.), une fabrique d'aliments composés (10 t./h.), une ligne pâtes alimentaires (1t./h.), une ligne couscous (0,25 t./h.) et exerce également ses compétences en agriculture via sa filiale SOCAS, spécialisée dans le maraîchage industriel (prévision 2000/2001 = 40.000

tonnes de tomates fraîches = environ 7.000 t. de concentrés) qui outre le concentré de tomates, produit aussi du concentré de bissap, des conserves de légumes, des semences d'oignons et en parallèle commerce et exporte des légumes frais. Une particularité intéressante du groupe est son expérience de l'animation des groupements paysans. Le chiffre d'affaires cumulé des 2 sociétés (Moulins Sentenac et SOCAS) est de l'ordre de 23 milliards FCFA pour des investissements bruts de l'ordre de 10 milliards Fcfa. La masse salariale atteint 1,3 milliard FCFA pour 230 permanents et près de 200 saisonniers.

Le groupe "Moulins Sentenac" a longtemps collaboré avec SOMDIAA, qui était d'ailleurs au moment une société apparentée (actionariat en partie commun). En fait, SOMDIAA était autrefois filiale 100% du groupe Grands Moulins de Paris (GMP), lesquels détenaient (et détiennent encore à ma connaissance) directement 17% des parts de Moulins Sentenac. Au cours de la période 1985-1990, la famille Vilgrain (actionnaire de référence des GMP et de SOMDIAA) cédait la plupart des activités des GMP au groupe Bouygues mais conservait l'activité ingénierie/conseil/gestion avec SOMDIAA. Bref, les sociétés SOMDIAA et Moulins Sentenac ne sont désormais plus du tout apparentées. Par ailleurs, la "rumeur" rapporte que "Moulins Sentenac" aurait des relations plutôt conflictuelles avec les GMP lesquels au demeurant ne sont qu'un actionnaire très minoritaire (17%).

Le Directeur Commercial M. Papa Samba DIOP et le Directeur d'Exploitation M. Paturel que l'auteur rencontré en date du mardi 6 février 2001, semblaient tous deux plutôt favorables à l'hypothèse d'étendre leur zone d'influence vers le Mali, sans encore préjuger la forme d'action qui pourrait être entreprise. Malheureusement, il n'a pas été possible de rencontrer le Président Directeur Général, M. Donald BARON qui est bien évidemment l'acteur majeur pour orienter la politique de la société. Nous recommandons donc d'évaluer d'abord et très formellement la détermination de cette entreprise, dont les ambitions et le type d'action sont assez compatible avec le profil du projet malien tel qu'il est imaginé en janvier 2001 (actionnaire malien/investisseur, actionnaire étranger/gestionnaire, marché 30 à 50.000t. d'aliments composés, investissement 2 à 3 milliards FCFA).

3.5 REMARQUES ET RECOMMANDATIONS

3.5.1 Les Démarches à engager avec les investisseurs potentiels :

3.5.1.1 Côte d'Ivoire

L'auteur recommande d'adresser un courrier suivant modèles personnalisés en annexe aux destinataires Ivoiriens dont les coordonnées suivent :

M. Jean Marie ACKAH, Directeur Général
Société Ivoirienne de Productions Animales
04 B.P. 1664 Abidjan 04 – Côte d'Ivoire
Fax (225) 23 46 63 87

M. Jan POLLEY
Directeur Général
Société de Fabrication d'Aliments Composés Ivoiriens

Z.I. de Yopougon
18, B.P. 686 Abidjan 18 – Côte d'Ivoire
Fax (225) 23 46 67 43
E-mail: polley@faci.com

3.5.2 Sénégal :

L'auteur recommande d'adresser un courrier suivant modèles personnalisés en annexe aux destinataires Sénégalais dont les coordonnées suivent:

M. SALL
Responsable Commercial
Grands Moulins de Dakar
Av. Félix EBOUE
B.P. 2068 – DAKAR - SENEGAL
Fax (225) 832 89 47
E-mail: LIENHYPERTEXTE <mailto:gmd@sonatel>.
 gmd@sonatel.senet.net

M. Ameth AMAR
Président Directeur Général
Nouvelle Minoterie Africaine (NMA)
B.P. 5722 (Dakar Fann) – SENEGAL
Fax (221) 854 29 91
E-mail: LIENHYPERTEXTE <mailto:nma@arc.sn> nma@arc.sn

M. le Président Directeur Général
Moulins SENTENAC
Km 3,5, Bd du Centenaire
De la Commune de Dakar
B.P. 451 DAKAR – SENEGAL
Fax (221) 832 36 70
E-mail: paturel@telecomplus.sn

3.5.3 Europe :

Il est aussi parfaitement envisageable de consulter les firmes services européennes présentes à Abidjan et Dakar et dont les noms ont été plusieurs fois cités dans ce rapport :

Glon Sanders
B.P.32 ; 91201 Athis Mons Cédex
Tel (33) 160 48 80 67 - Fax (33) 169 38 38 11
M. Alain de Visscher, était Export Department Manager (en 1997)
L'organigramme a sans doute évolué depuis
Contact possible M. Jean Pierre GAULTIER (à vérifier)

GUYOMARCH - Nutrition Animale
Talhouët 56250 Saint NOLFF - Guyomarc'h Export BP 234
56006 VANNES Cédex

Tél. (33) 297 54 54 54 - Fax (33) 297 54 54 00

Et/ou l'une de ses filiales (coordonnées probablement à réactualiser)
Je soupçonne que cette filiale a été rapatriée au siège à Vannes
Compagnie Française de Nutrition Animale (COFNA groupe GUYOMARC'H)
COFNA, 25 rue Rempart - 37000 TOURS
COFNA Division Export - 105 Rue du Général De Gaulle - 78300 POISSY
Tél./Poissy (33) 130653074
Tél./Tours (33) 247 61 61 67 - Fax/Tours (33) 241 64 57 04

Versele Laga
Kappellestraat 70 - 9800 DEINZE – Belgique
Tél.(32) 9 386 48 11 - Fax (32) 9 386 85 13

Il est également envisageable de consulter le groupe SOMDIAA
Potentiel Investisseur au Mali, soit directement (siège à Paris), soit via le
groupe Achcar à Bamako

3.6 Autres Remarques (projets accessoires)

Les élevages avicoles du Mali et du Burkina Faso connaissent un environnement difficile. Ils sont confrontés à nombre de problèmes et notamment :

- (i) les poussins d'1 jour au Mali et au Burkina Faso reviennent à un prix excessivement élevé qui est près du double du prix payé par les éleveurs ivoiriens et sénégalais ;
- (ii) les farines de poissons, intrant quasi-incontournable en aviculture, au Mali et au Burkina Faso, le plus souvent d'origine artisanales, sont largement contaminées (salmonelles) et à ce titre dangereuses pour les élevages.

Il n'existe pas de couvoir au Burkina Faso et l'efficacité des couvoirs Maliens est contesté. Quoi qu'il en soit, les prix des poussins restent excessivement hauts dans ces deux pays, compromettant la compétitivité de la filière dans tous les secteurs et particulièrement pour les poulets de chairs. Un objectif qui ambitionnerait d'améliorer la compétitivité de la filière avicole, est sans doute dans les attributions du CAE qui pourrait peut-être intervenir (i) pour d'abord établir un diagnostic de la situation et ensuite (ii) pour susciter les solutions appropriées lesquelles peuvent conduire à épauler les opérateurs en place et/ou à inviter un nouvel opérateur à investir/collaborer, etc.

Les farines de poisson industrielles :

- (i) de Côte d'Ivoire (350 Fcfa/kg départ mais pas de disponibilité réelle malgré une production d'environ 7.500 t./an),
- (ii) et du Sénégal (240 Fcfa/kg départ pour les nationaux et 305 Fcfa/kg départ pour l'export, 2 usines totalisant 4 à 5.000 tonnes de production dont les 2/3 pour le marché local et 1/3 pour l'export).

ne sont pas compétitives au Mali et au Burkina Faso (400 Fcfa/kg rendu Bamako et Bobo-Dioulasso) face aux poissons séchés en provenance de Mopti (175 Fcfa/kg de poisson séché

mais non broyé, rendu Bobo-Dioulasso). Evidemment, les éleveurs sont tentés par le risque malgré la contamination, d'autant plus que les poissons séchés de Mopti sont très disponibles tandis que les farines industrielles sont rares. En fait, ils compromettent la compétitivité des élevages. Le CAE pourrait débloquent ce verrou et améliorer le fonctionnement de la filière, s'il suscitait certaines initiatives, quitte à évaluer la faisabilité d'un petit atelier, pour traiter (étuvage), broyer et ensacher les farines de poissons séchés produits à Mopti. Au préalable toutefois, il est recommandé de consulter les associations avicoles des deux pays Mali et Burkina Faso car il est souhaitable de les associer à toutes entreprises susceptibles de concerner la filière. Au demeurant, il est important d'évaluer le degré de tolérance des éleveurs (élasticité de la demande au prix des farines ; l'opération d'étuvage engendre évidemment un surcoût) pour estimer les débouchés d'un tel projet.

3.7 Autres Remarques susceptibles d'affecter le Projet Malien

Les expériences ivoiriennes et sénégalaises sont instructives. L'auteur recommande notamment l'analyse de la politique de financement des élevages avicoles "chair" en vigueur en Côte d'Ivoire (intégration). De même l'analyse du marché sénégalais pourrait également être intéressante de deux points de vue. En effet d'une part l'initiative des GMD, qui ont réussi à mettre au point un produit certes grossier mais de faible prix et de grande diffusion est plutôt sympathique et sans doute profitable à l'investisseur comme à la filière en général. D'autre part, la conjugaison de facteurs qui au Sénégal a accéléré la consommation des aliments composés au détriment des aliments plus grossiers (son, tourteau, céréales) porte évidemment à réfléchir.

Sur ce dernier sujet, on conclurait notamment que la très grande disponibilité en matières premières (maïs, tourteau de coton, son de blé et de riz, mélasse) qui prévaut au Mali n'est pas réellement un atout pour le projet parce que dans un contexte d'abondance en milieu non hiérarchisé, le risque est grand que le fabricant soit moins compétitif à l'achat que les éleveurs eux-mêmes. On soupçonne que dans ces conditions, la compétition est perdue d'avance et l'handicap apparaîtra sans doute rédhibitoire aux éventuels investisseurs. Dans ce cas, il serait sage de concevoir une période transitoire, voire promouvoir des solutions artisanales.

En revanche, toutes actions qui ambitionnent de structurer le marché des matières premières et en définitive à hiérarchiser la distribution, améliorent les chances de succès du projet. Le postulat selon lequel le bénéfice des fabricants d'aliments est d'abord gagné à l'achat des matières premières, que brandissent souvent les fabricants européens et américains est sans doute aussi valable au Mali. En tous les cas, il est évidemment vital que le cas échéant, le fabricant d'aliments composés engrange une marge significative dès le départ à l'achat des matières premières, par rapport aux autres opérateurs/concurrents/éleveurs/clients.

Quoi qu'il en soit, la solution du problème n'est pas évidente. Pour le moins, le promoteur (et le CAE) devraient consulter les opérateurs clés (minoterie, huilerie) et tenter de les neutraliser d'une manière ou d'une autre. Il semble notamment que la minoterie GMM pourrait être associée au projet, voire même le conduire. Quant à l'huilerie, la même idée paraît de prime abord incongrue et sans doute est-elle irréalisable. Encore faudrait-il confirmer et évaluer les dispositions réelles de HUICOMA, et ses actionnaires (Etat Mali et CFDT) quand à la stratégie commerciale qui prévaudra aujourd'hui et demain et aussi quand à l'attitude vis à vis du projet. En tous les cas, il serait vraisemblablement intéressant d'évaluer (avec les autorités et avec HUICOMA) les options d'évolution du cadre réglementaire (libéralisation des prix ;

privatisation, etc.) et leurs éventualités, ainsi que les répercussions sur la commercialisation des tourteaux.

Enfin, l'hypothèse d'adjoindre le commerce des céréales à l'activité provende, comme il est envisagé au projet, est séduisante mais elle pèse de manière très importante sur le besoin de financement court terme. Incidemment, il serait peut-être envisageable de promouvoir une augmentation de la production de maïs et canaliser les surplus pour des échanges et/ou l'exportation au Sénégal (prix de revient maïs à Dakar 125 à 130 Fcfa/kg ; on suppose aussi que le transport par rail Bamako – Dakar est moins encombré que le trajet Dakar – Bamako).

Tableau N° 03-SEN	Les Systèmes d'Elevage	4	voir feuille cheptel-S
Tableau N° 04-SEN	Les abattages Controlés en 1997	7	voir feuille cheptel-S
Tableau N° 05-SEN	Production Aliments pour le Bétail et la volaille	13	voir feuille cheptel-S
Tableau N° 06-SEN	Production céréalières	16	voir feuille annexe 16
Tableau N° 07-SEN	Protéagineux et divers	16	voir feuille annexe 16
Tableau N° 08-SEN	Les importations de céréales	16	voir feuille annexe 16
Tableau N° 09-SEN	Evolution de la production estimée de Viande (en tonnes)	6	voir feuille cheptel-S
Tableau N° 10-SEN	Importation d'animaux vivants en 1997 (nbre tête)	8	voir feuille cheptel-S
Tableau N° 11-SEN	Importations de produits animaux - produits laitiers - Viandes et abats - Poussins 1 jour	10	voir feuille cheptel-S
Tableau N° 12-SEN	Exportation des Animaux Vivants en 1997	9	voir feuille cheptel-S
Tableau N° 13-SEN	Les écrasements blés (prévision 2001) et productions dérivées	16	voir feuille annexe 16
Tableau N° 14-SEN	Activité Aliment Bétail GMD (Grands Moulins de Dakar)	16	voir feuille annexe 16
Tableau N° 15-SEN	Les formulations Aliments Bétail GMD	11	voir feuille cheptel-S
Tableau N° 16-SEN	Les Coûts Matières estimés des Aliments Bétail GMD (TVA 10% incluse)	16	voir feuille cheptel-S
Tableau N° 17-SEN	Estimation des quantités de matières premières utilisées en Aviculture en 1999	12	voir feuille cheptel-S
Tableau N° 18-SEN	Estimation des marges en Aviculture au Sénégal	15	voir feuille cheptel-S
Tableau N° 19-SEN	Les Prix de Vente Comparés Départ Usine (Fcfa/kg - TVA 10% en sus)	14	voir feuille cheptel-S
Comparaison			
Tableau N° 01-BCS	Effectifs comparés (1000 têtes)	17	voir feuille annexe 17
Tableau N° 02-BCS	Abattages comparés (1000 têtes)	17	voir feuille annexe 17

A = Rang de l'Annexe contenant le tableau référencé

R = Rang d'apparition dans le rapport

Liste des Annexes

Annexe N°	1	Tableau N° 06-BUR	Liste de quelques laiteries privées au Burkina Faso
Annexe N°	2	Tableau N° 07-BUR	Abattages Controlés au Burkina au cours de l'année 1999 (unité)
Annexe N°	2	Tableau N° 08-BUR	Abattages Controlés au Burkina au cours de l'année 1999 (%)
Annexe N°	3	Tableau N° 09-BUR	Paramètres ZOOTECHNIQUES (production laitière)
Annexe N°	3	Tableau N° 10-BUR	Evaluation de la production laitière des bovins
Annexe N°	3	Tableau N° 12-BUR	Importation de Lait et produits laitiers au Burkina
Annexe N°	3	Tableau N° 13-BUR	Lait et produits laitiers disponibles au Burkina
Annexe N°	4	Tableau N° 11-BUR	Evaluation de la production laitière des caprins (kg)
Annexe N°	4	Tableau N° 16-BUR	Production Céréalières, Cultures Vivrières et Rente au Burkina (tonnes)
Annexe N°	4	Tableau N° 17-BUR	Productions Agricoles
Annexe N°	5	Tableau N° 14-BUR	Exportation Bétail sur Pieds (unité = tête)
Annexe N°	5	Tableau N° 15-BUR	Evolution des effectifs du Cheptel au Burkina Faso (1000 têtes)
Annexe N°	6	Tableau N° 01-BUR	Coût matières premières chez Maison Aviculture Ouagadougou (19/01/01)
Annexe N°	6	Tableau N° 02-BUR	Exemple de formule ponte (Mais. Aviculture) 1/04/99
Annexe N°	6	Tableau N° 03-BUR	Exemple de formule poussins (Mais. Aviculture) 24/03/99
Annexe N°	6	Tableau N° 04-BUR	Exemple de formule poussins chair (Mais. Aviculture) 02/04/99
Annexe N°	6	Tableau N° 05-BUR	Exemple de formule engrais (Mais. Aviculture) 19/01/01
Annexe N°	7	Tableau N° 01-RCI	Cheptel en Côte d'Ivoire (1000 têtes)
Annexe N°	7	Tableau N° 02-RCI	Produits D'élevage (tonnes carcasses)
Annexe N°	7	Tableau N° 03-RCI	Les abattages Controlés en 1997(tonnes)
Annexe N°	8	Tableau N° 11-RCI	Garanties SIPRA (aliments Complets pour les Volailles)
Annexe N°	9	Tableau N° 12-RCI	Les Prix de Vente Comparés Départ Usine (Fcfa/kg)
Annexe N°	10	Tableau N° 13-RCI	Estimation des marges en Aviculture en Côte d'Ivoire
Annexe N°	11	Tableau N° 05-RCI	Production et Importation Poussins(en têtes)
Annexe N°	11	Tableau N° 06-RCI	Consommation Produits d'Elevage
Annexe N°	11	Tableau N° 07-RCI	Importation d'Animaux Vifs en 1997 (têtes)
Annexe N°	12	Tableau N° 08-RCI	Evolution Production des principaux produits vivriers (1000 t.)
Annexe N°	12	Tableau N° 09-RCI	Les Importations de Céréales de 1995 à 1997
Annexe N°	12	Tableau N° 10-RCI	Les Exportations de Mélasse de 1995 à 1997
Annexe N°	13	"Statistiques 1999 sur la Filière Avicole Moderne au Sénégal" Direction de l'Elevage Dakar	
Annexe N°	14	"Statistiques 1999 sur la Filière Avicole Moderne au Sénégal" Direction de l'Elevage Dakar, addendum 1	
Annexe N°	15	"Statistiques 1999 sur la Filière Avicole Moderne au Sénégal" Direction de l'Elevage Dakar, addendum 2	
Annexe N°	16	Tableau N° 14-SEN	Activité Aliment Bétail GMD (Grands Moulins de Dakar)
Annexe N°	16	Tableau N° 08-SEN	Les importations de céréales
Annexe N°	16	Tableau N° 07-SEN	Protéagineux et divers
Annexe N°	16	Tableau N° 06-SEN	Production céréalières
Annexe N°	16	Tableau N° 13-SEN	Les écrasements blés (prévision 2001) et productions dérivées
Annexe N°	16	Tableau N° 02-SEN	Structure du Troupeau Bovins Selon les zones (%)

N°			
Annexe			
N°	17	Tableau N° 01-BCS	Effectifs comparés (1000 têtes)
Annexe			
N°	17	Tableau N° 02-BCS	Abattages comparés (1000 têtes)

Annexe 1

Tableau N° 06-BUR

<i>Liste de quelques laiteries privées au Burkina Faso</i>	
<i>Nom Laiterie</i>	<i>Nom du responsable</i>
FROMAC	Ouedraogo Regina
Noomdé	Ouandaogo Victorine
Laiterie Deogracias	Gringere Ester
Laiterie Koua	Dori
Laiterie SEBBA	Dori
Laiterie Oued A	Ouedraogo Adama
Laiterie Zogono	Poega Joséphine
Laiterie de Koubu	
Laiterie Bocoum	
Kossam Yadéga	Ouahougouyo
Laiterie Fado	Sanou Mamadou
Laiterie Tinidiaré	Saidou Ag Madden
Laiterie Loumbila	Docteur Ouedraogo A. (21 00 95)

Source: Mme Koumba Relais National PROCELOS

Annexe 2

Tableau N° 07-BUR

Abattages Controlés au Burkina au cours de l'année 1999 (unité)				
<i>(Unité = tête)</i>				
Espèce	Total National	Dont les provinces de		
		Kadiogo (Ouagadougou)	Houet (Bobo Dioulasso)	Autres
	Nbre unité	Nbre unité	Nbre unité	Nbre unité
Bovins	146,482	53,300	27,671	65,511
Ovins	295,584	92,422	31,998	171,164
Caprins	704,876	132,511	49,123	523,242
Porcins	113,426	27,367	9,251	76,808
Camelins	385	185	3	197
Equins	256	157	51	48
Asins	7,975	2,577	164	5,234

Source: Directions Provinciales des Ressources Animales

Tableau N° 08-BUR

Abattages Controlés au Burkina au cours de l'année 1999 (%)				
<i>en % par rapport au total national</i>				
Espèce	Total National	Dont les provinces de		
		Kadiogo (Ouagadougou)	Houet (Bobo Dioulasso)	Autres
	%	%	%	%
Bovins	100.0%	36.4%	18.9%	44.7%
Ovins	100.0%	31.3%	10.8%	57.9%
Caprins	100.0%	18.8%	7.0%	74.2%
Porcins	100.0%	24.1%	8.2%	67.7%
Camelins	100.0%	48.1%	0.8%	51.2%
Equins	100.0%	61.3%	19.9%	18.8%
Asins	100.0%	32.3%	2.1%	65.6%

Source: Directions Provinciales des Ressources Animales

Annexe 3

Tableau N° 09-BUR

<i>Paramètres ZOOTECHNIQUES (production laitière)</i>	
<i>La production laitière du troupeau Burkinabé est estimée sur la base des paramètres zootechniques suivants</i>	
Taux de femelles reproductrices chez les bovins	40%
Taux de fécondité chez les bovins	55%
Pourcentage de vaches en lactation dans le système peulh	62.50%
Pourcentage de vaches en lactation dans les autres systèmes	37.50%
Production annuelle par vache en lactation	157 kg
Production annuelle par vache traite	300 kg
Pourcentage de vaches traites dans le système peulh	66%
Pourcentage de vaches traites dans les autres systèmes	30%
Pourcentage de chèvres en lactation	33%
Production annuelle par chèvre en lactation	6,82 kg

Source: étude SATEC réalisée en 1993

Tableau N° 10-BUR

<i>Evaluation de la production laitière des bovins</i>				
	Total	Dont les provinces de		
		Kadiogo (Ouagadougou)	Houet (Bobo Dioulasso)	Autres (1)
Effectifs bovins (nbre têtes)	4,704,138	7,038	212,058	4,485,042
Femelles reproductrices (nbre têtes)	1,881,655	2,815	84,823	1,794,017
Effectifs vaches traites (nbre)	543,328	813	24,493	518,022
Production lait pour la conso. Humaine (t.)	162,998	244	7,348	155,406
Quantité consommée (tonnes)	128,769	193	5,805	122,771
Quantité vendue (tonnes)	34,230	51	1,543	32,636

(1) dont Boulgou (10.136 t.); Gnagna (10.136 t.); Gourma (11.281 t.); Seno (12.123 t.)

Source: Service des statistiques animales

Tableau N° 12-BUR

<i>Importation de Lait et produits laitiers au Burkina</i>		
	<i>Kg</i>	<i>Eqlait (kg)</i>
Lait non concentré ni sucré	318,048	318,048
Lait concentré et lait en poudre	7,601,421	38,007,015
Yaourt	307,979	307,979
Beurres et autres mat. grasses du lait	156,364	1,032,002
Fromage	124,042	843,486
Tonnage Total et Equivalent Lait	8,507,854	40,508,530

Source: Direction générale des douanes / service statistique

Annexe 3

Tableau N° 13-BUR

Lait et produits laitiers disponibles au Burkina				
Production lait pour la conso. Humaine (t.)	bovins	162,998	78.6%	
Quantité consommée (tonnes)	caprins	3,931	1.9%	
Total production nationale		166,929	80.5%	
Autres Equivalent Lait	Importation	40,509	19.5%	54.2%
Total disponible		207,438	100.0%	
Total consommé par les producteurs		132,700	64.0%	
Total production locale commercialisé		34,230	16.5%	45.8%
Total commercialisé (plus import.)		74,739	36.0%	100.0%

Annexe 4

Tableau N° 11-BUR

<i>Evaluation de la production laitière des caprins (kg)</i>				
Province	Effectifs (têtes)	Femelles en lactation env. 33%	Production lait par tête en lactation (kg/tête)	Production pr la conso. Humaine (kg)
SENO	960,784	317,059	6.82	2,162,340
SOUM	517,884	170,902	6.82	1,165,550
OULDALAN	286,031	88,450	6.82	603,229
Total	1,764,699	576,410		3,931,119

Source: Service des statistiques animales

Tableau N° 16-BUR

<i>Production Céréalières, Cultures Vivrières et Rente au Burkina (tonnes)</i>							
	<i>Mil</i>	<i>Sorgho Blanc</i>	<i>Sorgho Rouge</i>	<i>Maïs</i>	<i>Riz</i>	<i>Fonio</i>	<i>Total</i>
1998-1999	972,768	897,945	304,863	377,758	88,998	14,424	2,656,756
1999-2000	945,001	844,458	333,927	468,948	94,209	13,343	2,699,886
	<i>Coton</i>	<i>Arachide</i>	<i>Sesame</i>	<i>Soja</i>			<i>Total</i>
1998-1999	324,557	214,807	12,994	3,449	-	-	555,807
	<i>Niébé</i>	<i>Voandzou</i>	<i>Igname</i>	<i>Patate</i>			<i>Total</i>
1998-1999	326,998	39,812	45,525	13,618	-	-	425,953
1999-2000	1,453,926	496,036	568,554	136,484	-	-	2,655,000

Tableau N° 17-BUR

<i>Productions Agricoles</i>		
	<i>1998-1999</i>	<i>1999-2000</i>
Mil	972,768	945,001
Sorgho Blanc	897,945	844,458
Sorgho Rouge	304,863	333,927
Maïs	377,758	468,948
Riz	88,998	94,209
Fonio	14,424	13,343
Total	2,656,756	2,699,886
Coton	324,557	
Arachide	214,807	
Sesame	12,994	
Soja	3,449	
Total	555,807	
Niébé	326,998	1,453,926
Voandzou	39,812	496,036
Igname	45,525	568,554
Patate	13,618	136,484
Total	425,953	2,655,000

Annexe 5

Tableau N° 14-BUR

<i>Exportation Bétail sur Pieds (unité = tête)</i>						
Pays destinataire	Bovins		Ovins		Caprins	
	tête	%	tête	%	tête	%
RCI	89,549	67.9%	120,867	64.6%	65,405	53.5%
Ghana	30,045	22.8%	50,891	27.2%	44,406	36.4%
Togo	11,740	8.9%	11,242	6.0%	8,325	6.8%
Mali	438	0.3%	1,819	1.0%	1,435	1.2%
Autres	113	0.1%	2,400	1.3%	2,573	2.1%
Total	131,885	100.0%	187,219	100.0%	122,144	100.0%

Tableau N° 15-BUR

<i>Evolution des effectifs du Cheptel au Burkina Faso (1000 têtes)</i>								
Année	Bovins	Ovins	Caprins	Porcins	Asins	Equins	Camelins	Volailles
1990	3,937	5,047	6,561	506	411	22	12	17,011
1991	1,016	5,198	6,693	518	419	22	12	17,351
1992	4,096	5,354	6,860	530	428	23	13	17,785
1993	4,178	5,515	7,031	541	436	23	13	18,229
1994	4,261	5,681	7,242	552	445	23	13	18,776
1995	4,346	5,851	7,459	563	454	23	13	19,340
1996	4,433	6,027	7,683	575	463	23	14	19,920
1997	4,522	6,207	7,914	587	472	24	14	20,518
1998	4,612	6,393	8,151	598	482	24	14	21,133
1999	4,704	6,585	8,395	610	491	24	14	21,767

Annexe 6

Tableau N° 01-BUR

Coût matières premières chez Maison Aviculture Ouagadougou (19/01/01)	
<i>Fournisseur prémix COFNA Vannes France (Guyomarch)</i>	
Matières premières	Coût en Fcfa/kg
Maïs	105
Mil	150
Son de Riz	10
Son de Blé	60
Arachides	300
Sulfate de fer	1000
Tourteaux Arachides Artisanaux	400
Tourteaux Arachides Industriels	800
Tourteau Soja	pm
Tourteau Coton	78
Poisson artisanal (Mopti)	200
Poisson industriel (Dakar)	400
Phosphate dicalcique	900
Calcaires	60
Sel	71
Méthionine	4500
Lysine	4500
Huile végétale	600
Prémix	1900
Anticoccidien	5700
Provix (complexe vitaminé)	1500

Tableau N° 02-BUR

Exemple de formule ponte (Mais. Aviculture) 1/04/99			
<i>Fournisseur prémix COFNA Vannes France (Guyomarch)</i>			
Matières premières	taux en %	par kg	Coût en Fcfa
Maïs	60.37%	0.6037	63.3885
Mil	0%	0	0
Son de Riz	0%	0	0
Son de Blé	6%	0.06	3.6
Arachides	0%	0	0
Sulfate de fer	0.08%	0.0008	0.8
Tourteaux Arachides Artisanaux	0%	0	0
Tourteaux Arachides Industriels	0%	0	0
Tourteau Soja	0%	0	0
Tourteau Coton	14%	0.14	10.92
Poisson artisanal (Mopti)	8%	0.08	16
Poisson industriel (Dakar)	3.47%	0.0347	13.88
Phosphate dicalcique	0.14%	0.0014	1.26
Calcaires	7.24%	0.0724	4.344
Sel	0.30%	0.003	0.213
Méthionine	0.08%	0.0008	3.6
Lysine	0.07%	0.0007	3.15
Huile végétale	0%	0	0
Prémix	0.25%	0.0025	4.75
Anticoccidien	0%	0	0
Provix (complexe vitaminé)	0%	0	0
Total	100%	1.00	125.91
Energie	2700		
Protéine	18		
Lysine	0.9		
Methionine	0.45		
Calcuim	3.4		
Phosphore	0.42		
Cellulose	3.51		
Mat. Grasses	3.52		
Coût au Kilo	126		

0.0048 12.3

Exemple de formule ponte (Mais. Aviculture) 1/04/99

9.77%

Annexe 6

Tableau N° 03-BUR

Exemple de formule poussins (Mais. Aviculture) 24/03/99			
<i>Fournisseur prémix COFNA Vannes France (Guyomarch)</i>			
Matières premières	taux en %	par kg	Coût en Fcfa
Mais	55.90%	0.559	58.695
Mil	0%	0	0
Son de Riz	5.76%	0.0576	0.576
Son de Blé	10%	0.1	6
Arachides	2.82%	0.0282	8.46
Sulfate de fer	0%	0	0
Tourteaux Arachides Artisanaux	0%	0	0
Tourteaux Arachides Industriels	0%	0	0
Tourteau Soja	0%	0	0
Tourteau Coton	15%	0.15	11.7
Poisson artisanal (Mopti)	9.07%	0.0907	18.14
Poisson industriel (Dakar)	0%	0	0
Phosphate dicalcique	0.36%	0.0036	3.24
Calcaires	0%	0	0
Sel	0.30%	0.003	0.213
Méthionine	0.06%	0.0006	2.7
Lysine	0.47%	0.0047	21.15
Huile végétale	0%	0	0
Prémix	0.25%	0.0025	4.75
Anticoccidien	0%	0	0
Provox (complexe vitaminé)	0%	0	0
Total	100%	1.00	135.62
Energie	2800		
Protéine	18		
Lysine	1.15		
Methionine	0.4		
Calcuim	1		
Phosphore	0.3		
Cellulose	4.61		
Mat. Grasses	5.64		
Coût au Kilo	136		

0.0078 28.6

Exemple de formule poussins (Mais. Aviculture) 24/03/99

21.09%

Tableau N° 04-BUR

Exemple de formule poussins chair (Mais. Aviculture) 02/04/99			
<i>Fournisseur prémix COFNA Vannes France (Guyomarch)</i>			
Matières premières	taux en %	par kg	Coût en Fcfa
Mais	50%	0.5	52.5
Mil	0%	0	0
Son de Riz	0%	0	0
Son de Blé	3.81%	0.0381	2.286
Arachides	0%	0	0
Sulfate de fer	0%	0	0
Tourteaux Arachides Artisanaux	20.50%	0.205	82
Tourteaux Arachides Industriels	0%	0	0
Tourteau Soja	0%	0	0
Tourteau Coton	13%	0.13	10.14
Poisson artisanal (Mopti)	10%	0.1	20
Poisson industriel (Dakar)	0%	0	0
Phosphate dicalcique	0.50%	0.005	4.5
Calcaires	1%	0.01	0.6
Sel	0.30%	0.003	0.213
Méthionine	0.31%	0.0031	13.95
Lysine	0.33%	0.0033	14.85
Huile végétale	0%	0	0
Prémix	0.25%	0.0025	4.75
Anticoccidien	0%	0	0
Provox (complexe vitaminé)	0%	0	0
Total	100%	1.00	205.79
Energie	2907		
Protéine	22.39		
Lysine	1.2		
Methionine	0.68		
Calcuim	1.06		
Phosphore	0.46		
Cellulose	4.66		
Mat. Grasses	6.26		
Coût au Kilo	159		

0.0089 33.55

Exemple de formule poussins chair (Mais. Aviculture) 02/04/99

16.30%

Annexe 6

Tableau N° 05-BUR

<i>Exemple de formule engrais (Mais. Aviculture) 19/01/01</i>			
<i>Fournisseur prémix COFNA Vannes France (Guyomarch)</i>			
Matières premières	taux en %	par kg	Coût en Fcfa
Maïs	68.24%	0.6824	71.652
Mil	0%	0	0
Son de Riz	0%	0	0
Son de Blé	0%	0	0
Arachides	0%	0	0
Sulfate de fer	0%	0	0
Tourteaux Arachides Artisanaux	0%	0	0
Tourteaux Arachides Industriels	0%	0	0
Tourteau Soja	0%	0	0
Tourteau Coton	14%	0.14	10.92
Poisson artisanal (Mopti)	0%	0	0
Poisson industriel (Dakar)	7%	0.07	28
Phosphate dicalcique	0.65%	0.0065	5.85
Calcaires	9.02%	0.0902	5.412
Sel	0.40%	0.004	0.284
Méthionine	0.14%	0.0014	6.3
Lysine	0.19%	0.0019	8.55
Huile végétale	0%	0	0
Prémix	0.25%	0.0025	4.75
Anticoccidien	0.10%	0.001	5.7
Provix (complexe vitaminé)	0%	0	0
Total	100%	1.00	147.42
Energie	2815		
Protéine	15.79		
Lysine	0.8		
Methionine	0.45		
Calcuim	3.4		
Phosphore	0.42		
Cellulose	3.32		
Mat. Grasses	3.71		
Coût au Kilo	154		

0.0068

25.3

Exemple de formule engrais (Mais. Aviculture) 19/01/01

17.16%

Annexe 7

Tableau N° 01-RCI	Cheptel en Côte d'Ivoire (1000 têtes)
Tableau N° 02-RCI	Produits D'élevage (tonnes carcasses)
Tableau N° 03-RCI	Les abattages Controlés en 1997(tonnes)
Tableau N° 04-RCI	Production Aliments Bétail
Tableau N° 05-RCI	Production et Importation Poussins(en têtes)
Tableau N° 06-RCI	Consommation Produits d'Elevage
Tableau N° 07-RCI	Importation d'Animaux Vifs en 1997 (têtes)
Tableau N° 08-RCI	Evolution Production des principaux produits vivriers (1000 t.) Les Importations de Céréales de 1995 à 1997
Tableau N° 09-RCI	
Tableau N° 10-RCI	Les Exportations de Mélasse de 1995 à 1997
Tableau N° 12-RCI	Les Prix de Vente Comparés Départ Usine (Fcfa/kg)
Tableau N° 13-RCI	Estimation des marges en Aviculture en Côte d'Ivoire
Tableau N° 14-RCI	Estimation de la Répartition des Fabrications d'Aliments Composés

Tableau N° 01-RCI

<i>Cheptel en Côte d'Ivoire (1000 têtes)</i>					
Espèces	1993	1994	1995	1996	1997
Taurins	767	776	785	794	804
Zebus	438	455	473	492	512
Total Bovins	1,205	1,231	1,258	1,286	1,316
Ovins	1,219	1,251	1,282	1,314	1,347
Caprins	954	978	1,002	1,027	1,053
Total Pts Ruminants	2,173	2,229	2,284	2,341	2,400
Porcins traditionnels	340	349	358	237	243
Porcins Modernes	52	54	56	27	28
Total Porcins	392	403	414	264	271
Volailles					
Traditionnelles	18,600	19,130	19,600	19,600	20,090
Modernes Chairs	6,060	5,970	6,120	8,100	8,400
Modernes Pontes	1,190	1,100	1,130	2,750	2,600
Total Volailles	25,850	26,200	26,850	30,450	31,090

Source: DGRA / DPE

Tableau N° 02-RCI

<i>Produits D'élevage (tonnes carcasses)</i>					
Produits	1993	1994	1995	1996	1997
Viandes et abats Bovins	19,510	19,791	20,291	20,818	21,367
Viandes et abats Ovins (1)	4,109	4,213	4,319	4,426	6,664
Viandes et abats caprins	1,929	1,976	2,026	2,076	
Viandes et abats porcins	7,969	7,728	7,950	6,491	4,985
Viandes et abats volailles	20,508	18,711	19,176	23,036	23,431
Total	54,025	52,419	53,762	56,847	56,447
Tonnes Œufs	16,226	15,986	16,068	38,218	36,406
Tonnes Lait frais	21,179	21,632	22,102	22,591	23,097

Source: DGRA / DPE

(1) y compris caprins pour 1997

Annexe 7

Tableau N° 03-RCI

<i>Les abattages Controlés en 1997(tonnes)</i>				
Espèces	Nbre têtes	Poids Vifs (tonnes)	Viandes et abats (tonnes)	Poids Unitaires Kg/tête
Zebus	185,092	48,625	30,634	262.71
Taurins	75,563	12,341	7,775	163.32
Total Bovins	260,655	60,966	38,409	233.90
Ovins	49,486	1,089	675	22.01
Caprins	94,942	1,427	885	15.03
Porcins	18,787	776	667	41.31

Source: DGRA / DPE

Annexe 8

Tableau N° 11-RCI

Garanties SIPRA (aliments Complets pour les Volailles)

Tableau N° 11-RCI

Garanties SIPRA (aliments Complets pour les Volailles)										
	Unités	Poussin Chair Démarrage	Poulet Chair Croissance et Finition	Poulet Finition	Poulette Démarrage	Poulette Croissance	Poulette Elevage Complet	Début Ponte Complet	Pondeuse Complet	Fin Ponte Complet
Période		1 à 4 sem.	ap. 4 sem.	ap. 4 sem.	j./ 4 sem.	5-11 sem.	ap.11 sem.	ap. ponte	ponte	ponte
Matière Protéique Brute	%	21.0	18.5	20.0	18.9	18.9	18.0	17.6	17.0	17.0
Matière Grasse Brute	%	4.00	5.18	5.16	3.85	3.85	4.89	4.71	5.12	5.04
Matière Cellulosique Brute	%	4.50	5.26	3.70	4.38	4.38	5.26	3.19	4.77	4.13
Matière Minérale	%	5.50	5.55	4.79	7.32	7.32	6.49	14.24	13.39	13.39
Calcium	g/kg	8.00	8.45	8.48	9.45	9.45	9.06	39.87	34.46	36.96
Phosphore	g/kg	7.00	6.57	7.46	6.41	6.41	6.53	7.00	7.22	7.62
Lysine	g/kg	-	8.60	10.30	10.08	10.08	9.75	8.53	9.90	7.99
Methionine	g/kg	-	-	-	4.45	4.45	4.05	-	-	-
Sodium	%	0.20	0.13	0.15	0.15	0.15	0.20	0.17	0.15	0.15
Energie Métabolisable	Kcal./kg	2,875	2,668	3,087	2,835	2,835	2,835	2,813	2,655	2,771
Additifs										
Vitamine A	UI/kg	15,000	7,500	9,000	9,000	9,000	12,500	7,500	7,500	7,500
Vitamine D3	UI/kg	2,500	2,000	1,800	1,800	1,800	2,500	1,500	1,500	1,500
Vitamine E	UI/kg	30.00	35.00	24.00	30.00	30.00	30.00	25.00	25.00	25.00
Bacitracine Zinc	mg/kg	50.00	50.37	-	213.00	213.00	-	50.22	50.00	50.22
Metoclorpindol	mg/kg	-	108.00	-	129.00	129.00	-	-	-	-
Lasalocide Sodium	mg/kg	100.00	-	-	-	-	-	-	-	-
BHT	mg/kg	125.00	125.00	-	-	-	-	-	-	-
Antix.										
Ethoxyquine/gall.pr	mg/kg	-	-	75.00	-	-	-	75.00	75.00	75.00
Ethoxyquine	mg/kg	-	-	66.00	66.00	66.00	66.00	66.00	66.00	-
Sulfate de Cuivre	mg/kg	-	-	-	-	-	16.00	-	-	-
Cu	-	ok	-	-	-	-	-	-	-	-
Fe	-	ok	-	-	-	-	-	-	-	-
Zn	-	ok	ok	-	-	-	-	-	-	-
PRIX (50 kg Polyp. Tissé)	Fcfa/kg	171	169	169	186	186	163	186	166	166
Présentation	-	farine	farine	farine	MIETTE	G./miette	farine	granulé	farine	farine
Option granulé et enrichiss.	-	186	184	-	-	-	-	-	-	-

Annexe 9

Tableau N° 12-RCI

Les Prix de Vente Comparés Départ Usine (Fcfa/kg)			
Type d'Aliment	FACI (1)	SIPRA (2)	ALCI (3)
<u>Gamme Ponte</u>			
Poussin Ponte	165		158
Poulette	149	163	134
Poulette démarrage (miettes)		186	
Poulette Croissance (G./Miettes)		186	
Début Ponte		186	
Pondeuse	162	166	144
<u>Gamme Chair</u>			
Chair I Farine	180	171	158
Chair I Granulé (poussins)		186	
Chair II Farine	173		
Chair Economique	155		
Chair II Granulé	169	184	
Chair III Farine	163	169	154
Chair III Granulé (Finition)		184	
<u>Gamme Lapin</u>			
Lapin	132		
<u>Gamme Porc</u>			
Procelet Farine	130		
Porc Démarrage	154		
Porc Croissance	120		
Porc Finition	110		
Truies et Verrats	122		
<u>Gamme Poisson</u>			
Tilapia Fraîne	162		
Tilapia 2GE	167		
Tilapia 4GE	162		
Machoir PRE	201		
Machoir 2GE	194		
Machoir 4GE	194		
Aliment 3A (2 et 4 mm)	97		
Aliment 3A+ (2 mm)	116		
Aliment 3A+ (4 mm)	103		
<u>Divers</u>			
Mouton	86		
Hippo	151		
Prémélange Pondeuse 40%	182		
Prémélange Poulette 40%	153		
Prémélange Chair 30-35%	289		
Issue de Blé	55		
<i>(1) très large gamme d'aliments tout azimut - efficace et prix raisonnables</i>			
<i>(2) gamme d'aliments centrée sur l'aviculture mais très étoffée en ce domaine - efficace et prix<élevés</i>			
<i>(3) prix inférieurs de 10 à 15% par rapport aux deux majors</i>			

Annexe 10

Tableau N° 13-RCI

Estimation des marges en Aviculture en Côte d'Ivoire					
Hypothèse Matière Première	Prix Mat. Prem. estimés en Fcfa/kg (valeur Janv. 2001)		Chair	Poulette	Ponte
			Fcfa/kg	Fcfa/kg	Fcfa/kg
Issues de blé ou riz	40		1.60	6.00	1.20
Tourteau Soja/Arach./coton	80		20.00	16.00	16.00
Maïs	95		57.00	54.15	57.95
Farine de Poisson	350		24.50	10.50	10.50
CMV Chair	1,000		40.00	-	-
CMV Poulettes/ponte	750		-	37.50	37.50
Coquilles/CaCO3	75		-	-	6.00
Totaux		A	143.10	124.15	129.15
<i>Coûts Matières Comparables au Burkina Faso</i>			159.00	-	126.00
<i>Coûts Matières Annoncés par UACI</i>		B	120.00	115.00	112.00
<i>Prix Vente Moyen en Fcfa/kg en janvier 2001</i>		C	172.31	148.67	157.33
Marge / Coût Matière A en Fcfa/kg		C-A	29.21	24.52	28.18
Marge / Coût Matière B en Fcfa/kg		C-B	52.31	33.67	45.33
(C-A) en % Prix Vente Moyen 2001		(C-A)/C	17.0%	16.5%	17.9%
(C-B) en % Prix Vente Moyen 2001		(C-B)/C	30.4%	22.6%	28.8%

Hypothèse Formulation Moyenne

	Chair % moyen	Poulettes % moyen	Ponte % moyen
Issues de blé ou riz	4.00%	15.00%	3.00%
Tourteau Soja/Arach./coton	25.00%	20.00%	20.00%
Maïs/Sorgho	60.00%	57.00%	61.00%
Farine de Poisson	7.00%	3.00%	3.00%
CMV et prémix	4.00%	5.00%	5.00%
Calcaires	-	-	8.00%
Total	100.00%	100.00%	100.00%

Annexe 11

Tableau N° 05-RCI

Production et Importation Poussins(en têtes)					
	1993	1994	1995	1996	1997
<u>Production Ivoirienne</u>					
Poussins chairs	3,817,477	3,231,606	3,666,330	5,724,586	8,398,779
Poussins Pontes	735,828	1,070,325	943,503	2,137,645	2,614,351
Coquelets de sexage		1,108,046	957,870		
Total	4,553,305	5,409,977	5,567,703	7,862,231	11,013,130
<u>Poussins issus d'œufs importés</u>					
Chair	2,005,097	1,334,713	2,505,781	4,086,080	3,880,000
Coquelets de sexage		19,880			
Pontes	20,995	19,050			335,520
<u>Poussins 1 jours importés</u>					
Poussins Chairs	394,183	11,158	252,302	104,165	6,580
Poussins Pontes	400,801	597,721	638,530	171,827	136,238
Autres	52,190	5,213	5,760		42,852
S/Total origine importée	2,873,266	1,987,735	3,402,373	4,362,072	4,401,190
Total Général	7,426,571	7,397,712	8,970,076	12,224,303	15,414,320

Tableau N° 06-RCI

Consommation Produits d'Elevage					
Produits	1993	1994	1995	1996	1997
<u>1/ Production Ivoirienne (tonnes carcasses)</u>					
Viandes et abats Bovins	19,510	19,791	20,291	20,818	21,367
Viandes et abats Ovins	4,109	4,213	4,319	4,426	6,664
Viandes et abats caprins	1,929	1,976	2,026	2,076	
Viandes et abats porcins	7,969	7,728	7,950	6,491	4,985
Viandes et abats volailles	20,508	18,711	19,176	23,036	23,431
Total	54,025	52,419	53,762	56,847	56,447
Tonnes Œufs	16,226	15,986	16,068	38,218	36,406
Tonnes Lait frais	21,179	21,632	22,102	22,591	23,097
<u>2/ Produits importés (tonnes carcasses)</u>					
Viandes et abats Bovins	40,436	40,841	37,274	36,071	35,368
Viandes et abats Ovins et Caprins	4,337	4,828	6,213	8,111	4,705
Viandes et abats porcins	2,433	1,485	1,274	1,282	250
Viandes et abats volailles	1,568	2,044	3,256	3,064	3,278
Total	48,774	49,198	48,017	48,528	43,601
Lait et produits laitiers (1)	137,825	92,134	139,781	156,579	156,425

Source: DGRA / DPE

(1) en tonnes équivalent lait

Tableau N° 07-RCI

Importation d'Animaux Vifs en 1997 (têtes)			
Pays d'Origine	Bovins	Ovins + Caprins	Total
Burkina Faso	59,325	119,413	178,738
Mali	80,881	114,170	195,051
Autres	368	3,108	3,476
Total	140,574	236,691	377,265

Annexe 12

Tableau N° 08-RCI

<i>Evolution Production des principaux produits vivriers (1000 t.)</i>						
Produits	91/92	92/93	93/94	94/95	95/96	96/97
Maïs	514	517	536	552	569	576
Paddy	660	676	701	764	1,139	1,287
Sorgho/mill	73	76	80	82	85	89
Arachide (coque)	133	133	138	143	143	147

Tableau N° 09-RCI

<i>Les Importations de Céréales de 1995 à 1997</i>			
<i>Les Importations de Céréales en 1995</i>			
Produits	Tonnes	Millions Fcfa	Fcfa/kg
Blé	259,014	24,246	93.61
Maïs	1,529	294	192.28
Riz entier	394,446	65,256	165.44
Autres	10,996	6,612	601.31
Total	665,985	96,408	144.76
<i>Les Importations de Céréales en 1996</i>			
Produits	Tonnes	Millions Fcfa	Fcfa/kg
Blé	201,275	27,047	134.38
Maïs	878	226	257.40
Riz entier	306,884	53,023	172.78
Autres	7,753	1,231	158.78
Total	516,790	81,527	157.76
<i>Les Importations de Céréales en 1997</i>			
Produits	Tonnes	Millions Fcfa	Fcfa/kg
Blé	243,676	30,090	123.48
Maïs	7,156	891	124.51
Riz entier	436,586	67,581	154.79
Autres	35,670	6,090	170.73
Total	723,088	104,652	144.73

Tableau N° 10-RCI

<i>Les Exportations de Mélasse de 1995 à 1997</i>			
Mélasse	Tonnes	Millions Fcfa	Fcfa/kg
1995	21,836	748	34.26
1996	28,166	929	32.98
1997	25,284	756	29.90

Annexe 16

Tableau N° 02-SEN

Structure du Troupeau Bovins Selon les zones (%) -Sénégal				
%	Mâles		Femelles	
	<i>de 0 à 2 ans</i>	<i>Plus de 2 ans</i>	<i>de 0 à 2 ans</i>	<i>Plus de 2 ans</i>
Zone Nord	18	13	19	50
Sénégal Oriental et Hte Casamance	17	16	20	47
Bassin Arachidier	10	18	11	61
Niayes	10	19	12	59
Basse et Moyenne Casamance	9	21	11	59

Tableau N° 06-SEN

Production céréalières					
	96/97	97/98	98/99	99/00	00/01(1)
Mil	601,359	426,481	441,418	505,728	634,377
Sorgho	133,009	118,297	119,574	147,444	126,593
Maïs	88,634	60,281	44,339	66,832	91,039
Riz	148,780	173,702	123,519	239,786	217,544
Fonio	4,297	2,456	1,485	3,053	1,967
Total Céréales	976,079	781,217	730,335	962,843	1,071,520

source: direction agriculture - service statistiques agricoles

(1) prévision

Tableau N° 07-SEN

Protéagineux et divers		
	97/98	96/97
Arachide huilerie	505,894	588,181
Arachide bouche	38,931	58,213
Coton	52,969	38,399
Niébé	19,335	20,626
Manioc	46,564	36,985
Patate	4,123	3,421
Pastèque	261,313	219,540
Sésame	4,216	2,498

source: service statistiques agricoles

Tableau N° 08-SEN

Les importations de céréales				
	97/98	98/99	99/00	00/01(1)
Riz	500,000	593,045	474,163	550,000
Blé	204,000	245,000	231,000	250,000
Maïs	25,000	24,445	23,709	20,000

source: service statistiques agricoles

(1) prévision

Annexe 16

Tableau N° 13-SEN

<i>Les écrasements blés (prévision 2001) et productions dérivées</i>						
	capacité en t./j.	Nbre Jours activité/an	tonnes blé écrasé	Eq Farine (tonnes)	Ratio Far/blé	Ton. Son résultant
Grands Moulins de Dakar	840	250	210,000	168,000	0.80	42,000
Moulins Sentenac	120	250	30,000	23,400	0.78	6,600
NMA	60	250	15,000	11,250	0.75	3,750
Total	1,020		255,000	202,650	0.79	52,350

Tableau N° 14-SEN

<i>Activité Aliment Bétail GMD (Grands Moulins de Dakar)</i>				
	1998	1999	2000	2001
Production (t./an)	70,000	60,000	65,000	70,000
Prod. Son (t./an)	n/a	n/a	40,000	42,000
Importation son	n/a	n/a	12,000	-
Contexte	Sécheresse	An. Humide	plutôt Sec	-
Activité très saisonnière en cours d'année			ventes	ton./mois
Les mois les plus faibles sept. et oct.			2,500	ton./mois
Les mois les + favorables/GMD mars et avril			7,000	ton./mois

Annexe 17

Tableau N° 01-BCS

<i>Effectifs comparés (1000 têtes)</i>															
Espèces	1995			1996			1997			1998			1999		
	BF	RCI	SN	BF	RCI	SN	BF	RCI	SN	BF	RCI	SN	BF	RCI	SN
Total															
Bovins	4,346	1,258	2,800	4,433	1,286	2,870	4,522	1,316	2,898	4,612	n/a	n/a	4,704	n/a	n/a
Ovins	5,851	1,282	3,890	6,027	1,314	4,045	6,207	1,347	4,198	6,393	n/a	n/a	6,585	n/a	n/a
Caprins	7,459	1,002	3,293	7,683	1,027	3,441	7,914	1,053	3,578	8,151	n/a	n/a	8,395	n/a	n/a
Porcins	563	414	163	575	264	171	587	271	191	598	n/a	n/a	610	n/a	n/a
Volailles	19,340	26,850	15,882	19,920	30,450	15,882	20,518	31,090	18,081	21,133	n/a	n/a	21,767	n/a	n/a

Tableau N° 02-BCS

<i>Abattages comparés (1000 têtes)</i>			
Espèces	1999 (BF) 1997 (RCI et SN)		
	BF	RCI	SN
Bovins	146,482	260,655	128,922
Ovins	295,584	49,486	281,290
Caprins	704,876	94,942	211,327
Porcins	113,426	18,787	n/a